

Périodique indépendant
d'opinions socialistes

N° 196

Été 2025



Bjorn Kirkerud - Archives de la Bibliothèque du Mouvement Ouvrier Norvégien - 1950

Page 3 Journalisme en danger

Les licenciements à répétition dans la presse romande ainsi que le pantouflage de leurs cadres n'annoncent rien de bon pour le journalisme romand.

Pages 4 et 5 Procédure pénale

Les récents procès de violences sexistes et sexuelles sont l'occasion de revenir sur la question de victimisation secondaire et de la situation suisse.

Page 6 Crise politique

La Belgique a été rapide pour former un nouveau gouvernement fédéral violemment néolibéral. Tel n'est le cas de la région de Bruxelles-Capitale.

Page 7 Austérité

Les deux chambres devront bientôt se prononcer sur de larges coupes.

Le dossier

Dan Gallin 1931-2025

Dan Gallin était un membre fondateur de Pages de gauche. Il s'en est allé à l'âge de 94 ans le 1^{er} juin 2025. Depuis l'âge de dix-huit ans et une parenthèse états-unienne à l'Independent Socialist League, il n'a cessé de lutter pour l'avènement d'un socialisme démocratique. Malheureusement, il ne verra pas cette société de son vivant. Pour honorer sa mémoire et pour perpétuer son engagement, nous publions une sélection de ses contributions dans notre journal. Sa vision était opposée à tout sectarisme, Dan Gallin considérait que le débat est la chose la plus précieuse dans nos rangs. Cette vision manquera. Page 8

À lire sur notre site

[Archives] Crise économique : se préparer au pire

Publié le 26 juin 2025



Serge Gaillard • invité de La Matinale de la RTS de ce matin (26.06.2025), le président du groupe d'experts à l'origine du programme d'allègement 2027 a défendu les choix austéritaires du Conseil fédéral. En février 2003, lorsque qu'il était encore...

Continuer la lecture →

Licenciement massif au Groupe E : le cynisme de la direction

Publié le 13 juin 2025



Le mois dernier, l'entreprise énergétique basée à Fribourg Groupe E a annoncé son plan de licenciement près de deux cents travailleuses. Dans les efforts d'augmenter la part de renouvelable, cette annonce fait tache. Pour y voir plus clair, nous nous...

Continuer la lecture →

Commémorer la guerre des paysans en relisant Engels

Publié le 5 juin 2025



Joachim Martins • De 1524 à 1536, l'espace germanophone est secoué par un soulèvement populaire sans précédent : la Guerre des Paysans. Cette révolte voit des dizaines, voire des centaines de milliers de paysans, artisans et autres dominés se lever.

Continuer la lecture →

Illustrations

Ce 22 juillet marquera les quinze ans de la tuerie d'Utøya. Pour ne rien oublier à cet attentat d'extrême droite et rappeler l'histoire ouvrière de l'île, ce numéro est illustré par des images des années 1950 et 1960 issues des Archives de la Bibliothèque du Mouvement Ouvrier Norvégien. Celles-ci auraient été familières à Dan Gallin, qui s'y était rendu en

Impressum

Abonnement annuel : Fr. 69.—
Abonnement de soutien : Fr. 170.—
Abonnement réduit
(AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs) : Fr. 49.—
IBAN CH75 0900 0000 1779 5703 3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat :
Case postale 22, 1001 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction :
Antoine Chollet (AC), Emma Sofia Lunghi (ESL),
Joakim Martins (JM), Bertil Munk (BM), Stéphanie Pache (SP), David Raccaud (DR), Aline Bres-soud (AB), Mélanie Rufi (MR), Zoé Seuret (ZS).

Comité :
Cora Antonioli, Umberto Bandiera, Valérie Boillat,
Rüştü Demirkaya, Martine Docourt, Mathieu Gasparini, Arnaud Thiéry.

Maquette :
Marc Dubois, Graphisme éditorial, Lausanne

Secrétariat de rédaction, mise en page et webmaster :
Bertil Munk, Renens

Relecture :
Cora Antonioli et Yvan Thiéry

Impression :
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Chronique

Un balado* engagé

Quand on est de gauche, voire d'extrême gauche, engagé-e-s, passionné-e-s, on a parfois l'impression que nos voix, nos idées, nos opinions sont tellement minoritaires, tellement négligeables et ridicules qu'elles ne méritent pas d'exister dans les médias audio-visuels suisses. Écrasé-e-s par l'omniprésence médiatique de l'extrême-droite, du discours néolibéral, du « bons sens », on ne peut que se sentir dépossédé-e-s du droit à la parole. Voir illégitimes à même le réclamer.

La conséquence de cette situation ? Un défaitisme ambiant - on parle de doomerism en anglais - une tendance à nous satisfaire de peu, à nous rassurer en considérant que « c'est pire ailleurs »... et en oubliant au passage les conséquences pour la démocratie suisse : le désintérêt croissant de la population et l'abstentionnisme. Face au poids des milieux économiques, face au discours dominant toujours plus droitisé, face à la complaisance médiatique envers les idées conservatrices et réactionnaires, difficile de ne pas se sentir impuissant-e-s.

Alors, pour ceux qui le peuvent, il est important d'agir, de prendre la parole. Car nous avons des choses à dire. Rappeler le contexte et les faits oubliés par l'actualité médiatique. Raconter l'histoire oubliée de la Suisse,

sans le filtre du récit nationaliste. Parler de culture engagée. Commenter les médias et les prises de parole. Élaborer un discours critique, ancré à gauche, pour mieux penser notre quotidien, notre politique, notre monde et mieux organiser notre lutte.

C'est pour ça que nous avons décidé de lancer, en automne 2023, notre propre balado. La Feuille d'Avis Officiels, c'est son nom, parle des sujets qui nous intéressent : le paysage politique suisse, le rôle des médias, l'histoire de la politique en Suisse, mais aussi quelques commentaires sur l'international ou même un regard politique sur des productions culturelles !

Ce qui unit tous nos épisodes, c'est une ligne éditoriale résolument de gauche, anti-capitaliste, matérialiste, féministe, anti-valdiste. Une ligne non partisane mais clairement engagée, pour analyser et donner du sens.

Et si nous écrivons ici, c'est moins pour faire connaître notre balado que pour vous inciter, lecteur, lectrice, à prendre à votre tour la parole. Prenons notre clavier, notre micro et notre caméra, et faisons en sorte que l'avenir tracé sans nous consulter n'advienne pas !

Thalie et Nico
La Feuille d'Avis Officiels

* Terme français pour podcast



Éditorial

Journalisme en danger

Les annonces de licenciement d'un groupe de presse semblent toutes se ressembler. Cette fois, c'est à la rédaction de *20 Minutes* que 80 postes sont menacés. Comme toujours, ces restructurations répondent à des impératifs de « rendement ».

Pour rationaliser davantage, *TX Group* ne cache même plus le rôle central qui sera donné à l'IA générative pour la production d'informations. Un tel bouleversement placera sans nul doute ce genre de média dans une nouvelle catégorie : un entre-deux entre une page médiocre issue de *Facebook* et une caisse de résonance des communiqués de presse des pouvoirs politiques et économiques.

On aurait tort de se réjouir de la disparition du tirage papier de *20 Minutes*, car celle-ci ne renforcera ni une presse alternative ni un journalisme plus sérieux. Cette disparition aura comme seul effet d'appauvrir encore davantage le débat politique romand.

Mais où vont toutes ces journalistes licenciées ? Pour certaines figures de la presse bourgeoise, ce problème ne se pose pas.

Un pantouflage bien helvétique

Ily a quelques semaines, Nicole Lamon est devenue porte-parole de la Confédération, en qualité de vice-chancelière ! Issue de la rubrique Suisse du *Temps*, elle avait déjà alterné entre la *RTS* et les services d'Alain Berset.

Romain Clivaz, désormais connu pour ses chroniques hasardeuses au *Temps*, s'était occupé de mettre sur le grill les politiques des années dans « La Matinale » de la *RTS*. Entretemps, il avait mis son expérience de quatre ans au profit de Karine Keller-Sutter, simple aparté dans sa carrière de journaliste.

Ces deux exemples n'arrivent pas à la cheville de l'ancien rédacteur en chef de *24 Heures*. Alors qu'il était encore en poste, Thierry Meyer écrivait en 2014 un livre tout à la gloire de l'explorateur-milliardaire Frederik Paulsen, édité... aux éditions Paulsen. Ce n'est que trois ans plus tard qu'il met ses services de communicant à disposition du même milliardaire. Ce recrutement se montrera judicieux dès l'année suivante, qui sera marquée par l'affaire des voyages russes et la

mise au-devant de la scène de son statut fiscal spécial. Cette thématique continuera à être traitée par le même Thierry Meyer et sa boîte de communication *Dynamics Group* : c'est elle qui conseille Valérie Dittli et Bernard Nicod dans l'affaire du bouclier fiscal vaudois.

Les licenciements des un·es et les pantouffles des autres menacent à la fois qualité de l'information en Suisse et exercice de la démocratie et du débat d'idées. Les journalistes disparaissent, ou se transforment en communicant·es à diverses échelles de pouvoir.

En 1849, Friedrich Engels décrivait ainsi la propension de la presse suisse à « courber le dos avec une grande humilité devant les mesquineries écœurantes d'un petit peuple antédiluvien de pâtres alpins, de paysans bouchés et de petits bourgeois crasseux, un petit peuple encore émiétté et infiniment imbu de soi-même ». En 175 ans, la Suisse a eu le temps de s'industrialiser et de s'enrichir, mais sa presse semble toujours courber le dos devant une bourgeoisie qui, elle, est devenue beaucoup plus homogène.

La rédaction

Au sommaire de ce numéro

- | | |
|--|--|
| 4 Actualités
Protéger les victimes de la victimisation secondaire | 12 Jours d'été à Utøya |
| 5 Vers la flexibilisation croissante du travail dominical | 14 La sale guerre contre George Soros |
| 6 La Belgique dans l'aride Arizona | 16 Ukraine : pour leur liberté et la nôtre |
| 7 La vieille recette de l'austérité est de retour | 16 Comprendre Poutine sans le nommer |
| 7 Le poing, la rose et le casse-noix | 18 Où va le Parti socialiste ? |
| 8 Dossier | 21 Le syndicalisme féminin |
| 9 Réflexions sur 1989 | 23 Culture
Penser la politique européenne de la Suisse différemment |
| 10 «Il faut maintenir une passion révolutionnaire» | 24 Der |

Procédure pénale

Protéger les victimes de la victimisation secondaire

Ces dernières années, plusieurs procès pénaux très médiatisés (Mazan, Depardieu, etc.) ont révélé l'ampleur des violences psychologiques que peuvent subir les personnes plaignantes et leur entourage au cours de la procédure pénale. Ce phénomène est pourtant connu et théorisé depuis de nombreuses années par la victimologie et le concept est reconnu par le droit européen.

Depuis 2006, le Conseil de l'Europe définit dans une recommandation mise à jour en 2023 la victimisation procédurale secondaire comme étant la victimisation qui résulte non pas directement de l'infraction pénale, mais de la réponse apportée à la victime par les institutions publiques ou privées, et les autres individus.

Dans une société marquée par des rapports de pouvoir patriarcaux, racistes, classistes et sexistes, les personnes issues de minorités sont fréquemment jugées et moralisées de manière stigmatisante. Leur comportement, leur apparence, leur façon de s'exprimer font l'objet de critiques implicites ou explicites, tant au moment des faits qu'au cours des audiences. Elles peuvent également être confrontées, souvent sans leur consentement, à la présence de la personne qu'elles accusent, à des images ou à des témoignages particulièrement violents, rendant l'expérience judiciaire profondément traumatisante. Les victimes ou personnes lésées doivent ainsi faire face à un ensemble de préjugés véhiculés par la police, les avocat·e·s de la défense, les expert·e·s ou même les magistrat·e·s.

La victimisation secondaire s'exprime particulièrement dans les procès pénaux pour violences sexistes ou sexuelles, mais peut tout à fait exister dans toute procédure pénale impliquant des victimes. Ce terme se rapporte à la justice pénale uniquement puisque le statut de victime en tant que partie n'existe pas dans les procédures civile ou

administrative, qui ne sont pourtant parfois pas moins violentes pour les personnes impliquées (on pense par exemple aux comportements agacés, parfois méprisants que peuvent avoir les juges et parties adverses face à des travailleuses·eurs non représenté·e·s en audience aux Prud'hommes).

Le cas de la Suisse

Dans la procédure pénale suisse, il existe certains garde-fous permettant de protéger les victimes durant la procédure : elles peuvent notamment solliciter le huis clos de l'audience, demander à ne pas être confrontées directement au prévenu, ou encore refuser de répondre à des questions portant sur leur intimité, notamment en cas d'infractions à caractère sexuel. La loi sur l'aide aux victimes (LAVI) leur offre un soutien complémentaire, sous forme de conseils, d'assistance psychologique et juridique.

Pourtant à chaque étape de la procédure pénale, des failles persistent, pouvant entraîner une victimisation secondaire. Cela peut passer par un·e policier·ère posant des questions déplacées lors du dépôt de plainte, d'un·e expert·e indépendant·e dont le rapport reflète des biais sexistes ou racistes, ou encore d'un·e juge demandant à une victime de violences conjugales pourquoi elle n'a pas quitté son agresseur après le premier coup. Même des détails apparemment anodins du fonctionnement judiciaire peuvent s'avérer profondément violents : par exemple, une victime

contrainte de patienter dans la même salle d'attente que la personne mise en cause, alors même qu'elle avait obtenu le droit de ne pas être confrontée à celle-ci.

La LAVI présente elle aussi certaines limites. Les prestations offertes varient sensiblement d'un canton à l'autre. De plus, ce soutien n'est pas toujours conçu pour répondre à des besoins à long terme. L'accès aux services reste également difficile pour certaines populations, notamment les personnes migrantes ne maîtrisant aucune langue nationale, ou les personnes *LGBT-QIA+*, pour qui les dispositifs peuvent se révéler peu adaptés.

En audience lors d'un procès pénal, on oppose la partie demanderesse à la partie défenderesse. Une partie accuse, l'autre se défend des allégations proférées à son encontre. L'objectif est de convaincre intimement la·le juge de la culpabilité ou de l'innocence du prévenu. Les représentant·e·s défendent leurs client·e·s et font usage de tous les moyens légaux à leur disposition pour ce faire. La loi sur la profession d'avocat·e, le code suisse de déontologie ainsi que les lois procédurales posent des limites à ce qui peut être dit ou fait par un·e avocat·e. Toutefois, la législation en vigueur accorde une grande latitude aux avocat·e·s dans leurs plaidoiries, en particulier à l'oral. Cette liberté, bien que conçue pour garantir une défense efficace, peut parfois être exercée de manière excessive, au détriment des victimes, qui peuvent en ressortir revictimisées ou traumatisées.

Des procédés alternatifs

De tout évidence, la structure même du procès pénal, fondée sur une opposition rigide entre les parties, limite toute possibilité de dialogue réel. Ce cadre conflictuel rend difficile l'élimination complète des risques de victimisation secondaire. En droit suisse, le statut de victime est loin d'être simple ou neutre : y recourir implique souvent des conséquences lourdes, tant sur le plan émotionnel que procédural, pour celles et ceux qui souhaitent faire valoir leurs droits,

et ce, malgré les ressources à disposition telles que la LAVI. On comprend dès lors qu'on renonce à déposer plainte ou à dénoncer une infraction.

Dans cette perspective, des approches complémentaires, comme la justice restaurative, offrent une alternative intéressante. En créant un espace sécurisé de parole et d'écoute, elles permettent aux victimes d'être reconnues dans leur souffrance et aux auteurs ou autrices d'infractions d'assumer leur responsabilité de manière plus directe. En Suisse,

l'AJURES (Association pour la Justice restaurative en Suisse) propose des conseils en la matière ainsi que des médiations assurées par des bénévoles pour toute personne qui souhaiterait participer à un tel procédé. À la condition que toutes les parties (victime, prévenu) acceptent la médiation, celle-ci peut avoir lieu en tout temps. Elle ne remplace par contre pas le procès pénal et son résultat ne lie pas les juges.

Rosa Roux

Arbeidernes Ungdomsfylking - Archives de la Bibliothèque du Mouvement Ouvrier Norvégien - 1982



Vers la flexibilisation croissante du travail dominical

Aux niveaux cantonal comme fédéral, la droite poursuit sa quête perpétuelle de dérégulation en s'attaquant aux dimanches chômés.

En 2016, la population genevoise acceptait que les magasins ouvrent trois dimanches par an à la condition qu'il existe une CCT étendue dans le secteur. Mais cette CCT n'a jamais vu le jour. En 2021, trois ouvertures dominicales par an étaient remises sur la table, sans contrepartie cette fois, avant d'être balayées en votation. Même après cet échec, la droite genevoise a décidé de retenter sa chance ce printemps en adoptant au Grand Conseil un projet de loi permettant aux commerces d'ouvrir deux dimanches supplémentaires par an, toujours sans obligation de CCT. La gauche ayant lancé un référendum, la population pourrait donc être amenée à s'exprimer une énième fois sur le sujet.

Au niveau fédéral également, la fermeture dominicale des magasins est remise en question. Les commissions de l'économie des deux chambres parlementaires ont accepté récemment une proposition autorisant douze ouvertures par an, au lieu des quatre permises depuis 2008.

Ces projets de loi représentent pour les travailleuses et les travailleurs suisses la menace de conditions de travail toujours plus dégradées et d'une exploitation toujours plus décomplexée, au point de les priver d'un jour de congé pourtant nécessaire à la bonne santé et à la vie en communauté. Le personnel de vente subit déjà des conditions pénibles, souvent pour un salaire bas. Les femmes sont particulièrement touchées par ces attaques, à la fois parce qu'elles sont surreprésentées dans le secteur, mais aussi en raison du travail

domestique qu'elles assument et qui sera compliqué par l'élargissement des horaires du travail salarié.

Cette normalisation du labeur dominical reflète la volonté générale des milieux économiques de flexibiliser et déréguler la semaine de travail. Dans le même esprit, le PLR proposait en 2016 déjà des journées de 17 heures - et plus de travail dominical - pour le télétravail. Cet objet a été approuvé fin juin par la Commission de l'économie du Conseil national. La lutte entre travailleuses et travailleurs et patronat sur la question du temps de travail se poursuit donc, et pour la remporter il ne suffira pas de se défendre mais également d'attaquer, en revendiquant notamment des diminutions du temps de travail sans baisse de salaire.

Mélanie Rufi

Offensives néolibérales

La Belgique dans l'aride Arizona

Entrés en résistance active contre le nouveau gouvernement fédéral «Arizona» depuis le début d'année, les syndicats belges maintiennent une pression constante. Dernière mobilisation en date : 35'000 personnes ont défilé dans les rues de Bruxelles le 25 juin dernier.

L'affaire commence en juin 2024 lors des élections fédérales. La droite nationaliste flamande (N-VA) sauve les meubles face à l'extrême droite indépendantiste *Vlaams Belang*, et la gauche francophone subit une défaite tant inattendue que funeste. La stratégie sarkozyste du *Mouvement Réformateur* (MR, droite francophone) porte ses fruits. Elle est simple : aucun parti d'extrême droite n'est implanté de ce côté-là de la frontière linguistique. En réutilisant certains éléments matriciels de celle-ci (sécuritaires et *antiwokistes*), les gains électoraux hypothétiques de cette extrême droite reviendraient au grand parti de droite. Son petit frère conservateur, *Les Engagés*, parvient à doubler son score (20% en Wallonie) en grande partie grâce à une opération de *rebranding* réussi (du Parti social-chrétien à un nom vide), et à une implantation traditionnelle dans le mouvement ouvrier chrétien.

Cette contingence permet à la Wallonie de se doter rapidement d'un gouvernement de droite majoritaire. En l'espace de quelques mois, cette majorité régionale coalise une opposition contre elle. Certaines mesures sont clairement impopulaires, comme la baisse de 60% des primes à la rénovation, créant un ralentissement économique flagrant. Mais c'est dans le secteur de l'enseignement que les grèves commencent à se multiplier, notamment en raison de la fin programmée des nominations, et donc du statut de fonctionnaire.

Au fédéral, les choses prennent plus de temps. Le chef de la N-VA De Wever est chargé de construire une coalition,

mais les discussions grippent pendant des mois. Début 2025 et après des hésitations de toute part, la coalition prévue dès le départ parvient à un accord. Elle se compose de partis chrétiens, de la N-VA, du MR... et des sociaux-démocrates flamands (*Vooruit*). Ce sera la première fois que la Belgique aura un indépendantiste à sa tête, et ce gouvernement marquera le grand retour de la N-VA aux affaires depuis son départ tonitruant du gouvernement fédéral de 2018 en raison du pacte des migrations de l'ONU (voyez le niveau...). Ses éléments les plus radicaux y seront intégrés, à l'image de Theo Francken à la défense, connu pour son inhumanité lorsqu'il était chargé des Migrations entre 2014 et 2018 ainsi que pour sa proximité avec certaines figures de l'extrême droite.

Des réformes douloureuses

En parallèle, lorsque l'UE révisé ses règles budgétaires début 2024, elle notifie la Belgique de son statut de mauvais élève. En été de la même année, elle ouvre contre la Belgique (et cinq autres pays) une procédure de déficit excessif, en publiant une trajectoire de référence pleine de saignées ; l'effort demandé se monte à 21 milliards en sept ans. Cela représenterait le plus grand effort pour la Belgique depuis 1990 et la convergence vers la monnaie unique.

La Belgique est un des rares pays à ne pas s'être débarrassé radicalement des institutions de sécurité sociale à la fin du XX^e siècle. Pour le patronat belge, cela ne fait aucun sens, et même si, sous les participations gouvernementales du PS, certaines contre-réformes ont été adoptées, il faudrait beaucoup plus "dégraisser le mammouth". Le MR est d'accord, et le N-VA encore plus. Dans son discours nationaliste, les francophones profitent de l'État fédéral, sont des fainéants et doivent être mis au travail. Cela tomberait d'ailleurs à point nommé. Le dy-

namisme économique du nord du pays marqué par ses ports et donc son intégration au commerce international requiert de la main-d'œuvre en masse. Le N-VA serait soulagé si ces travailleurs eussent bon marché pouvaient être recrutés localement, pour maintenir sans peine sa politique sécuritaire anti-migratoire.

Le droit au chômage est donc devenu la cible parfaite du gouvernement. Elle permet d'affaiblir les syndicats qui gardent un rôle central dans la distribution de ces prestations et permettent de répondre aux injonctions européennes en matière budgétaire. Si le gouvernement parvient à ses fins, les chômeurs perdront en moyenne 200 euros par mois. D'autres seront radiés et dans l'obligation, pour ne pas finir à la rue, d'aller au centre public d'action sociale de leur commune (CPAS). Le syndicat socialiste FG TB estime déjà le nombre de personnes concernées par ces radiations à 125'000. Inutile de dire que les communes n'auront pas les moyens d'absorber le choc, si celles-ci n'ont pas déjà été reprises aux mains des partis de droite qui agissent déjà localement pour affaiblir les CPAS.

Les communes de Bruxelles perdront 1,6 milliards à cause des politiques austéritaires du fédéral. Si encore la région Bruxelles-Capitale avait la capacité de les soutenir, nous pourrions rester optimistes. Mais cela fait un an qu'elle n'a toujours pas de gouvernement, et certains partis irresponsables veulent à tout prix y intégrer le N-VA au risque de s'embourber encore plus dans cette crise politique. Cela est d'autant plus incompréhensible que dans le parlement régional bruxellois, les nationalistes flamands n'ont que deux députés... sur huitante-neuf.

Bertil Munk

Confédération

Le retour de la vieille recette de l'austérité

Comme souvent lors des discussions budgétaires suisses, des prévisions alarmistes ont débouché sur un plan d'austérité. Le Conseil fédéral propose un vaste programme d'allègement budgétaire pour 2027, censé faire face à une hausse anticipée des dépenses, en particulier pour l'AVS et l'armée. Le plan prévoit des coupes de 6,3 milliards de francs entre 2027 et 2028, via 59 mesures, dont 36 nécessitent une modification de loi. Plus de 90 % de ces économies concernent des domaines essentiels comme la formation, la protection de l'environnement, le social et la santé.

Or, en réalité, les finances fédérales sont saines. Ainsi, en 2024, malgré des annonces alarmantes, elles ont connu un excédent de 11,3 milliards de francs. De plus, la dette reste historiquement basse, à 17,8 % du PIB fin 2023. Ce nouveau plan ne relève donc pas d'une nécessité financière mais bien d'un choix politique : affaiblir les prestations sociales pour renforcer l'appareil sécuritaire. Une logique d'autant plus contestable que la situation financière de la Confédération est solide.

Une tactique connue

Cette logique d'austérité est profondément ancrée dans la politique suisse via le mécanisme du frein à l'endettement, qui interdit à l'État de

dépenser davantage que ses recettes à long terme. En pratique, cela empêche la Confédération de réinvestir ses excédents dans des projets d'intérêt public, contribuant ainsi à empêcher le développement de tout État social ou d'une quelconque tentative de démarchandisation.

Il est même possible d'aller plus loin, en analysant l'austérité à la fois comme une conséquence et comme un moyen de mener une politique favorable à la classe dominante. Les baisses fiscales en faveur des grandes entreprises et des plus riches donnent lieu à des pertes fiscales qui permettent ensuite de justifier les coupes, ainsi qu'une baisse de qualité des services publics qui donnent des arguments supplémentaires à la droite bourgeoise pour justifier une supposée supériorité du privé.

Face à cette stratégie récurrente de dramatisation budgétaire, la gauche gagnerait à systématiquement opposer des contre-projections rigoureuses. En construisant ses propres budgets alternatifs, fondés sur des estimations réalistes des recettes et des coûts, elle pourrait démonter, chiffres à l'appui, la narration de crise entretenue par la Confédération. Une telle démarche permettrait non seulement de révéler le caractère arbitraire des coupes proposées, mais aussi de rendre visibles des choix politiques

alternatifs, socialement justes et économiquement viables. Au final, réduire les investissements publics dans l'éducation ou la transition écologique au nom d'une rigueur budgétaire artificielle revient à créer un problème là où il n'en existe pas. Et si un jour de véritables marges de manœuvre budgétaires s'avéraient nécessaires, d'autres solutions existent, notamment une imposition plus élevée des grandes fortunes, des revenus du capital et des héritages.

Aline Bressoud

EN MILLIONS DE CHF	BUDGET	COMPTES
2006	-700	2500
2007	904	4 127
2008	1 122	7 297 ¹
2009	949	2 721
2010	-2 029	3 568
2011	-646	1 912
2012	-14	1 262
2013	-450	1 332
2014	121	-124
2015	411	2 337
2016	-496	470
2017	-250	2 621
2018	295	3 138
2019	1 222	3 060
2020	344	-1 227 ²
2021	-2 027	-1 405 ²
2022	-594	-1 875 ²
2023	-683	-672
2024	-497	817
2025	-500	?

Différence entre les budgets et les comptes de la Confédération pour le solde de financement ordinaire.

¹ Pour sauver le système financier, les dépenses extraordinaires de 2008 ont atteint près de 11 milliards.

² Années COVID déficitaires.

Sources : AFF/USF

LE POING



Le nouvel accord sur l'électricité impose à la Suisse une libéralisation du marché, qui a pourtant été rejetée plusieurs fois. En le soutenant, **les Vert·e·s et certain·e·s socialistes** mettent en danger la stabilité des prix et la protection des petit·e·s consommateurs. Cette libéralisation risque de favoriser la spéculation et freiner les investissements durables, alors que le système actuel garantit déjà un approvisionnement sûr.

LA ROSE

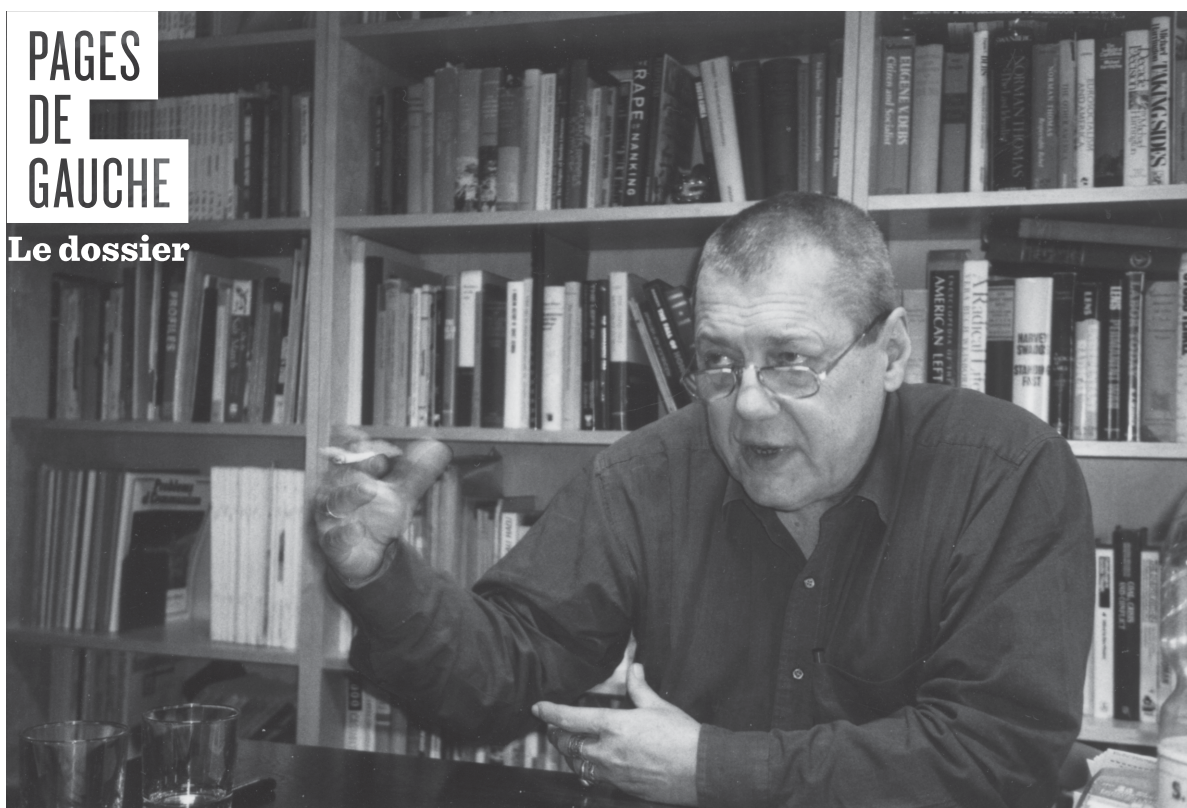


La **Flottille de la liberté**, la **Global March to Gaza** et la **caravane Soumoud** ont mis en lumière le blocus total que subit la Bande de Gaza et l'inaction, voire la complicité, de nombreux gouvernements. Bien qu'aucune des trois initiatives n'ait pu atteindre sa destination en raison de la répression égyptienne et israélienne, elles ont su relancer une vague de mobilisations et témoigner de la solidarité internationale avec la Palestine.

LE CASSE-NOIX



En abolissant **NHS England**, **Keir Starmer** promet de libérer le système de santé britannique de la bureaucratie au profit des soins de première ligne. Cette réforme, supprimant des milliers d'emplois et pavant la voie à la privatisation, semble encore détériorer un système déjà à genoux. Derrière le jargon de l'efficacité, une vieille rengaine : faire des économies sur le dos des services publics et au détriment des travailleuses. L'égalité attendra – comme les patient·e·s.



Archives Sociales Suisses

Dan Gallin (1931-2025)

Dan Gallin est décédé samedi 31 mai, à 94 ans. Il aura non seulement joué un rôle essentiel dans la création, puis dans l'animation de *Pages de gauche*, mais aussi dans de nombreuses autres organisations du mouvement ouvrier et syndical international depuis les années 1950.

Féroce adversaire du stalinisme, critique des différents courants se réclamant du trotskysme, Dan Gallin adhère au PSS en 1955. S'il n'intégrera jamais tout à fait ses instances, il y sera, dès sa retraite de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA), un animateur important d'un courant de gauche. En 2000, il répondra ainsi à l'attaque portée par Christoph Blocher contre le socialisme, publiant un long texte dans *Domaine public*, qui sera également encarté dans *Le Temps*. Il y affirme l'importance du socialisme démocratique pour lutter à la fois contre les différents courants autoritaires – du stalinisme des années 1930 au blairisme des années 1990 – et contre la droite. Plus tard il sera actif au sein de *Denknetz*, le réseau de réflexion créé en 2004 pour servir de *think tank* à la gauche suisse.

Cet engagement va le conduire à accompagner de très près et avec une grande assiduité l'aventure de *Pages de gauche*. Il rejoindra son comité dès la création du journal et contribuera fréquemment au journal, sur des thématiques très variées.

Parallèlement, dès son départ de l'UITA en 1997, Dan Gallin fondera le *Global Labour Institute* à Genève, qui va ensuite essaimer avec des bureaux à Manchester, New York, Paris et Moscou. Ce réseau syndical international va mettre sur pied de nombreuses rencontres.

Ces dernières années, des problèmes de santé avaient empêché Dan Gallin de participer autant qu'il l'aurait souhaité aux activités de *Pages de gauche*. Il avait encore envoyé un message à l'occasion de ses 90 ans en 2021 qui, sans surprise, appelait à la solidarité avec les luttes syndicales qui se déroulaient alors à Hong Kong, en Birmanie et au Belarus, et demandait de soutenir la bibliothèque Victor Serge à Moscou. L'internationalisme n'était ni un vain mot ni un slogan pour Dan Gallin : c'était le point de départ de tout engagement, syndical comme politique.

Ce numéro est un dernier au revoir à un camarade qui a marqué plusieurs générations de *Pages de gauche*. Il contient une sélection d'articles de ces deux dernières décennies. Ceux-ci gardent une grande justesse au regard de l'actualité politique nationale et mondiale.

Par soucis d'espace, certains ont dû être légèrement raccourcis. Leur version intégrale est disponible sur notre site internet, et une liste visant l'exhaustivité se trouve à la page 22. Leurs contenus n'ont, eux, pas été modifiés, signifiant en autres que nos règles d'écriture inclusive n'ont pas été appliquées aux articles les moins récents.

Réflexions sur 1989

HOMMAGE L'année 1989 a été une année charnière dans laquelle la direction de l'histoire a changé, comparable aux années 1918, ou 1939, ou 1968, et, de la même façon, rien ne s'est passé comme prévu. L'événement qui domine l'année est l'effondrement du bloc soviétique, disons plutôt du stalinisme, ou du collectivisme bureaucratique, puisque le système n'a plus rien de «soviétique». Premier imprévu : personne ne s'y attendait.

Deuxième imprévu : tout se passe dans un calme étonnant. La classe dirigeante du système est obligée de reconnaître sa banqueroute, et n'est plus capable de réprimer le peuple. Sauf en Roumanie, la chute du régime se passe pacifiquement. À la stupéfaction générale, un système qui était à la base de la deuxième superpuissance du monde s'effondre. Personne ne le défend.

Troisième imprévu : il était raisonnable de penser que le régime stalinien pouvait être remplacé par des régimes de la gauche démocratique. La population ne réclamait pas le retour du capitalisme, en faisant tomber les dictatures stalinienne. Hélas : l'option social-démocrate n'existait pas. Gorbatchev lui-même, converti à la social-démocratie, avait perdu la bataille en Russie. Les partis sociaux-démocrates historiques n'avaient plus la force de se reconstituer, sauf en République tchèque.

Quatrième imprévu, pas tellement imprévu en réalité : le triomphe arrogant du néolibéralisme. Les voilà à proclamer la «fin de l'histoire». Traduit dans la réalité des régions postsoviétique, cela donne le banditisme capitaliste des oligarques, et l'intégration de l'économie des États successeurs de l'URSS dans l'économie du capital transnational. C'est la *nomenklatura* stalinienne, forte de ses réseaux et de son appareil, qui accapare les moyens

de production et se recycle en classe dirigeante capitaliste après avoir été la classe dirigeante de l'ancien régime.

La social-démocratie absente

L'on s'aperçoit que le stalinisme n'était pas seul à tomber en 1989. Pourquoi le capitalisme triomphaliste et revanchard ne trouvait-il rien en face ? Très simplement parce que la social-démocratie n'existait plus à l'Ouest. Il y avait, bien sûr, des partis sociaux-démocrates, mais la plupart d'entre eux avaient déjà intériorisé le néolibéralisme. Leur niveau d'ambition était tout juste d'assurer le service d'ambulance pour les victimes du capitalisme.

La chute du stalinisme ne fait d'ailleurs qu'accélérer le mouvement : puisque les bateaux du néolibéralisme avaient proclamé la «chute du socialisme», les plus cyniques des dirigeants de la social-démocratie leur emboîtèrent le pas, en organisant de leur côté la chute du socialisme démocratique : Blair et Schröder proclament la «troisième voie» (entre quoi et quoi ?) en 1999 et chez nous, toujours avec du retard et avec la dose de provincialisme qui nous est propre, on proclama le triste Manifeste du Gurten en 2001.

Cela laisse un vide politique énorme. La classe ouvrière à l'Est, comme partout ailleurs, continue évidemment à lutter. Elle n'a pas d'alternative, nulle part où aller, mais avec des syndicats déboussolés, privés de leur histoire et de leur idéologie, qui se battent comme ils peuvent, dans le noir. Il aurait fallu être là à leur apporter de la munition. Reconstruire le mouvement par le bas.

Alternative

Aujourd'hui, deux alternatives mondiales se dessinent : le capitalisme dans un cadre politique plus ou moins démocratique, apprivoisé par les luttes ouvrières d'un siècle ou plus, et le capitalisme dans un

cadre autoritaire, voire même dans celui d'un État policier. Dans la compétition qui les oppose, le capitalisme «démocratique» ne cesse de reculer : l'érosion des acquis sociaux se poursuit sous le prétexte qu'ils entravent la compétitivité des entreprises. Beaucoup de choses entravent la compétitivité des entreprises : notamment les droits syndicaux, les droits démocratiques élémentaires en général, les droits humains.

L'adhésion des pays de l'Est à l'Union européenne et la réunification de l'Europe sont empoisonnées par la faiblesse de la gauche et des syndicats, ce qui donne une Union socialement réactionnaire. Le taux de syndicalisation mondial a chuté, d'une façon drastique, et se situe probablement autour des 5%. Entre temps, c'est le système capitaliste qui est en crise : crise financière, crise économique, crise écologique.

Que faire ?

Nous avons un monde unifié, le capital est unifié, mais la classe ouvrière, sous ses formes multiples, l'est aussi. Pour comprendre ce qui se passe, il faut revenir à l'analyse de classe, il n'y en a pas d'autre. Prendre pied dans les syndicats, les seules structures qui tiennent encore, repartir de là. Reconstruire le mouvement socialiste, envers et contre tout, social-démocratiser la social-démocratie là où c'est encore possible, sinon créer quelque chose de nouveau, avec un programme de démocratie radicale. Redéfinir le socialisme en termes de démocratie radicale, sur le plan économique, social, politique, culturel.

Reparlons-en !

Dan Gallin

Article paru dans Pages de gauche N°83 (janvier 2010)

«Il faut maintenir une passion révolutionnaire»

Le 26 février 2017, trois membres de la rédaction de l'époque avaient fait le déplacement pour le rencontrer chez lui, à Carouge.

Comment s'est faite ton éducation politique ?

Dan Gallin : Je suis né à Lwów en 1931. À ma naissance, mon père y était consul général de Roumanie. Je dirais qu'il était une sorte de «populiste», en un sens aujourd'hui oublié du terme. Pour lui, servir le peuple et servir la nation étaient deux choses identiques. Ma mère avait quant à elle la nostalgie de l'empire austro-hongrois. Sa disparition en 1918 avait été la tragédie politique de sa vie. Elles s'est ensuite ralliée aux positions anti-nationalistes, comme celles du Mouvement Paneuropéen de Coudenhove-Kalergi.

Mon père était en poste à Berlin à partir de 1940. Mes parents m'ont envoyé en Suisse en 1943 lorsque les bombardements sur Berlin se sont intensifiés. J'ai donc passé la fin de ma scolarité au collège du Rossey à Rolle, une institution qui formait les enfants de la bourgeoisie. J'y ai reçu une excellente éducation, mais c'est là aussi que j'ai appris à rejeter le système. En en sortant, j'étais libre de tout engagement social, j'étais jeune et je ne savais pas quoi faire. J'avais commencé à m'intéresser au surréalisme, et je m'identifiais à son sentiment de révolte. Je commence à lire, et découvre l'existentialisme : Sartre, Beauvoir, Camus, puis, Koestler et Orwell.

J'étais déjà à gauche, mais je ne savais pas où m'engager. Le stalinisme était exclu, mais les partis socialistes me paraissaient ennuyeux. Puis, en 1949, j'obtiens une bourse pour l'université du Kansas, aux États-Unis. Je m'engage dans le mouvement coopératif étudiant, qui était alors une alternative aux différentes «fraternités» et «sororités» universitaires, essentiellement carriéristes. S'y

retrouvent des personnes très variées. Je me souviens en particulier d'un Italien issu du mouvement *Justice et liberté* de Carlo Rosselli, ou de vétérans américains bénéficiant de bourses du gouvernement, et qui généralement avaient soutenu la campagne de Henry Wallace en 1948.

Notre mouvement publie une petite revue, *Upstream*. L'été, je partais en auto-stop pour découvrir l'Amérique et échanger les publications entre universités. C'est lors d'un de ces voyages que je tombe sur la revue *Anvil & Student Partisan*, publié par l'organisation de jeunesse de l'*Independent Socialist League*.

Je discute donc avec les militant·e·s qui y contribuent, et lors de l'été 1950, je propose d'y écrire un article soutenant la politique américaine contre l'URSS. Mais je n'arrive pas à l'écrire, finalement convaincu de la faiblesse de ma position. Rallié à leurs positions, j'ai rejoint l'ISL. À partir de ce moment, l'enthousiasme du néophyte fait que je suis très actif, et je me fais remarquer par les autorités. Je suis arrêté et, après quelques péripéties, on m'accorde un départ volontaire du territoire, et non une déportation qui m'aurait interdit de retourner aux États-Unis.

En mars 1953, je reviens donc en Suisse. Au départ, je veux faire un apprentissage d'imprimeur pour rejoindre le prolétariat. Je découvre que ce n'est pas simple. C'est là que je rencontre Henry Jacoby, alors chef d'un des départements de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), qui avait été l'un des camarades d'Otto Rühle et qui devient mon mentor. Il me convainc de commencer des études de sociologie à l'Université de Genève. Je

poursuis également mon travail politique, en tant que correspondant étranger pour *Labor Action*, le journal de l'ISL, et en essayant de renouer les liens entre l'ISL et la mouvance socialiste révolutionnaire indépendante en Europe.

Pendant la guerre d'Algérie, je soutiens le MNA (Mouvement national algérien) de Messali Hadj, et non le FLN, qui est lié au Parti communiste. Je travaille surtout avec l'USTA (Union syndicale des travailleurs algériens) très majoritaire parmi les travailleurs algériens en France. À la fin de la guerre, j'abrite chez moi Abderahmane Bensid, le dernier secrétaire général de l'USTA, dont les principaux responsables ont été assassinés par le FLN entre 1957 et 1959.

En 1956, l'émigration hongroise fait venir en Europe de l'Ouest un nombre important de dissident·e·s qui vont avoir une certaine importance par la suite. L'Institut Imre Nagy organise par exemple une conférence de la gauche indépendante à Bruxelles en 1960, qui permet le regroupement de toute la dissidence anti-stalinienne européenne, malheureusement de courte durée. J'y représente la revue américaine *New Politics* (à laquelle contribue Hal Draper, qui entre temps a fondé les *Independent Socialist Clubs*, qui sont à l'origine du journal actuel de la gauche syndicale américaine, *Labor Notes*), j'y retrouve Wilebaldo Solano, alors secrétaire général du POUM, Mike Kidron de *Socialist Review* (plus tard *Inter-*



national Socialism), entre autres. Henry Jacoby me fait entrer à la FAO en 1958, puis j'entre à l'UITA (Union internationale des travailleurs de l'alimentation) en 1960, et n'en suis sorti qu'en 1997, trente-sept ans plus tard, après en avoir été le secrétaire général de 1968 à 1997. C'est ainsi que j'ai débuté ma carrière dans le syndicalisme international. (...)

Qu'est-ce qui singularise la situation suisse à tes yeux ?

La Suisse est un cas unique. La gauche y sera toujours minoritaire, mais la majorité bourgeoise est hétéroclite, et chacun des partis qui la composent est lui aussi voué à rester minoritaire.

Le gouvernement fonctionne comme un conseil d'administration, et le PS y est intégré, cela ressemble à la cogestion des entreprises en Allemagne. Il y est en quelque sorte le représentant des «salariés».

Comme ailleurs, il y a une droite du PS qui se prend pour le service d'ambulance du capitalisme, tout en définissant les syndicats que comme des «partenaires sociaux» du capital. En fait nous n'avons pas de «partenaires sociaux», nous avons des interlocuteurs sociaux, et ce n'est pas la même chose. Une négociation peut aboutir à des compromis entre intérêts divergents, un partenariat suppose des intérêts communs, ce qui n'est évidemment pas le cas, ou dans un sens très limité. Contrairement à certains autres partis socialistes en Europe, le PS suisse se donne pour but de «surmonter le capitalisme», et la gauche du parti continue à marquer des points dans ses congrès. Il reste des espaces sociaux à conqué-

rir en Suisse, il faut bâtir des rapports de force avec une politique intelligente à long terme.

Où places-tu *Pages de gauche* dans ce tableau ?

(...) La motivation principale de lancer *Pages de gauche* était de créer une tendance au sein du PS. À mes yeux, notre but principal devait être de maintenir ce que j'appellerais une passion révolutionnaire dans le PS et les syndicats. Attention, je ne définis pas la révolution comme la prise du Palais d'Hiver. Ce n'est pas un événement, mais un processus qui peut être long, et qui repose sur un certain nombre d'attitudes. Ce sont d'abord des rapports particuliers entre camarades, dans la façon dont on s'organise, dont on discute, ce sont des valeurs morales qu'on a à tort désigné comme bourgeoises comme le respect ou le sens des responsabilités, une capacité de résistance à tout ce qui nous tombe dessus, et l'exigence de se comporter de telle manière à ce que l'on puisse l'assumer physiquement et mentalement. Quand un parti proclame qu'il veut fonder une nouvelle société, on peut très vite se rendre compte à quoi cette nouvelle société va ressembler en regardant comment le parti fonctionne à l'intérieur. La crédibilité tient à cela.

Aujourd'hui, il faut occuper davantage de terrains, chercher de nouvelles alliances, par exemple relancer le mouvement coopératif afin de recréer une base économique pour le mouvement syndical et ouvrier.

Ça m'a pris 37 ans pour transformer l'UITA de la boîte aux lettres qu'elle était au départ en une organisation de combat capable de mener des luttes au niveau international et de les gagner. L'important, c'est de les gagner. Mais il faut aussi savoir qu'il n'y a jamais de victoire définitive, comme il n'y a jamais de défaite définitive. Quand je vois des jeunes, je leur dis qu'il faut savoir durer. Un ou une jeune de vingt ans peut avoir cinquante ans de vie utile devant elle ou devant lui. Il faut donc organiser sa vie pour pou-

voir durer cinquante ans, et il y a toutes les chances pour qu'on ne voie jamais le résultat de notre engagement. Et enfin, comme le disaient les manuels destinés aux délégués syndicaux aux que j'avais vus aux États-Unis, il ne faut s'attendre à aucune gratitude, on n'est pas là pour ça.

Comment interprètes-tu les tendances actuelles dans les mouvements de gauche ?

On assiste, et c'est la tendance la plus dangereuse, à une individualisation, à la perte du sens de l'intérêt commun, ce qui est mortel pour notre mouvement. Évidemment, l'intérêt de la communauté a souvent été défini par les dominants, mais nous aussi, nous devons avoir un sens de la communauté, sur lequel faire reposer nos organisations. Sur ce point, il y a une bataille culturelle à mener, et à gagner si nous ne voulons pas disparaître.

Ce qui caractérise un.e militant.e de gauche, c'est l'intégrité intellectuelle et morale, et la ténacité à long terme. Ensuite il y a toutes les qualités exceptionnelles, en termes de courage par exemple, mais justement parce qu'elles sont exceptionnelles, ce ne sont pas celles qui sont les plus importantes.

Qu'est-ce qui t'a fait avancer depuis toutes ces années ?

J'ai décidé qu'il fallait durer, rester là pour pouvoir transmettre. Quand je suis entré dans le mouvement, jeune socialiste, je regardais derrière, par-dessus mon épaule, où il y avait des géants. Des petits géants comme Shachtman, des grands géants comme Trotsky. Puis arrive un certain temps où tu regardes par-dessus ton épaule et il n'y a plus personne, tu es seul. Et donc, sachant ce que tu sais, tu dois écrire, tu dois parler, et transmettre tant que tu as la possibilité de le faire.

Propos recueillis par Olga Baranova, Antoine Chollet et Gabriel Sidler

Entretien paru dans Pages de gauche N° 163 (printemps 2017).



Jours d'été à Utøya

HOMMAGE Je n'oublierai jamais les jours d'été que j'ai passé à Utøya en 1955, cette petite île proche d'Oslo dont les syndicats norvégiens avaient fait cadeau à la Jeunesse travailliste pour lui servir de centre d'études et de loisirs.

J'étais arrivé en Europe en mars 1953, de retour des États-Unis où, étudiant, j'avais découvert le socialisme sous la forme d'une dissidence trotskiste. La brillante explication du monde, l'histoire à la fois héroïque et tragique du « Vieux » et de son mouvement, avait saisi mon imagination et mes émotions, si bien que je m'étais fait remarquer par les autorités, qui m'avaient donné un délai d'un mois pour quitter le pays.

Nous voici donc, avec ma compagne, qui appartenait à la même formation, en Europe, où il fallait d'abord prendre pied. En été 1955 nous étions prêts à découvrir la Scandinavie, bastion de la social-démocratie, suspecte à nos yeux.

À Oslo, nous avons trouvé la Jeunesse travailliste dans l'annuaire. Nous sommes arrivés sans préavis dans le bureau du responsable présent,

qui était le secrétaire général, pour lui expliquer que nous étions des membres de la jeunesse socialiste américaine et que nous étions à la recherche des socialistes norvégiens pour discuter du socialisme. Le camarade norvégien nous regarda un moment qui nous paraissait long, puis il nous dit : « vous tombez bien, notre cours d'été vient de commencer. Tout à l'heure on peut vous y amener, vous pouvez rester avec nous la semaine. C'est à Utøya, une petite île près d'Oslo, vous allez voir. »

À Utøya, il y a un bâtiment central pour la logistique (repas, douches, salles de cours) et tous les participants logeaient dans des tentes, un peu partout mais surtout sur une prairie en face du bâtiment. On nous avait attribué une tente, mais nous passions la plupart de notre temps avec les jeunes norvégiens. J'ai passé une nuit entière à discuter avec Reiulf Steen, plus tard ministre des Affaires étrangères et premier ministre, très engagé dans l'aide aux mouvements de résistance aux dictatures d'Amérique latine. Nous discutons de l'URSS, de sa nature sociale et politique, et du stalinisme,

une nuit n'y avait pas suffi.

Nous avions côtoyé des centaines de jeunes gens socialistes, pleins d'énergie, de joie, d'humour, de volonté. Des jeunes gens fils et filles du soleil de minuit qui, dans l'été norvégien, ne se couche jamais. Des jeunes gens ordinaires, citoyens comme les autres dans une démocratie sociale. Ils n'étaient pas des révolutionnaires professionnels, mais ils étaient décidés à changer le monde. Il y en avait autant sur cette petite île, sinon plus, que dans tout notre groupuscule américain. Nos camarades américains que nous venions de quitter, n'étaient pas moins engagés et courageux, mais nous avions découvert quelque chose que nous ne connaissions pas : un mouvement de masse de jeunes socialistes.

C'est ce mouvement que Anders Behring Breivik, un militant fasciste, a attaqué le 22 juillet dernier. Après avoir fait exploser une bombe dans le quartier du gouvernement à Oslo qui a fait huit morts, il a débarqué sur l'île déguisé en policier, a fait rassembler les jeunes présents et a commencé à tirer sur des jeunes gens



sans défense et très loin d'imaginer ce qui allait leur arriver. A Utøya, Breivik a fait 69 morts en une heure et demie.

Le premier ministre norvégien, Jens Stoltenberg, qui est également le chef du Parti travailliste, a déclaré que ce massacre constituait un attentat contre la démocratie et la société ouverte, et que la Norvège ne plierait pas. En réalité, Il s'agit plus précisément d'un attentat contre le mouvement ouvrier norvégien. Breivik a été tout à fait explicite : il fallait cibler le mouvement travailliste coupable de « marxisme culturel », et le frapper dans ce qu'il avait de plus précieux, sa jeunesse, pour le punir d'avoir trahi la nation en favorisant son « islamisation ». D'ailleurs, à quelques heures près, Stoltenberg lui-même, et Gro Harlem Brundtland, ancienne première ministre, qui avaient visité Utøya le même jour pour participer aux débats, auraient très bien pu se trouver parmi les victimes.

L'assassinat d'Olof Palme...

Nous devrions nous inquiéter davantage de ce qui nous arrive, à nous socialistes, en Europe du Nord. Le 28 février 1986, Olof Palme, premier ministre de Suède, était assassiné. Il s'était rendu avec sa femme Lisbet au cinéma, comme d'habitude sans garde du corps. A 23:20, alors qu'ils rentraient à pied, un homme s'approcha par derrière et tira deux coups de revolver : le premier blessa Palme mortellement, le deuxième blessa Lisbet qui survécut. L'assassin s'enfuit et ne fut jamais retrouvé. Un homme fut arrêté, condamné, puis relâché en appel. Les motifs de l'assassinat, et ses commanditaires éventuels, ne furent jamais identifiés. L'enquête de la police, qui dura des années, n'aboutit pas.

Issu d'une famille de la haute bourgeoisie, Palme était un « traître à sa classe » et la droite suédoise lui voua une haine intense. Au gouvernement depuis 1965, deux fois Premier Ministre (1969-1976 et 1982-1986), président du Parti social-démocrate de 1969 à 1986, il renforça encore

davantage l'État social et le pouvoir des syndicats face au patronat. En politique étrangère, il était le seul chef d'État occidental à s'opposer à la guerre du Vietnam. Il s'opposa également à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, au coup d'État de Pinochet en 1973 et généralement, tout au long de son parcours, aux dictatures militaires d'Amérique latine, aux dictatures fascistes en Europe et au régime d'apartheid en Afrique du Sud. Sans être vraiment de la gauche du Parti il a souvent été décrit comme un « réformiste révolutionnaire ».

L'assassinat de Palme a été un tournant dans l'histoire de notre mouvement. Aucun de ses successeurs n'a eu son charisme, son intelligence politique et son audace. Le PS suédois baissa son profil. Sa modération lui a d'ailleurs probablement coûté le pouvoir : il a perdu deux élections législatives de suite depuis 2006. Il est moins présent internationalement et, de ce fait, l'Internationale socialiste a perdu un peu plus du peu d'influence qui lui restait. Palme vivant, la capitulation de la social-démocratie devant le néo-libéralisme et la pantalonnade de la « troisième voie » de Blair et Schröder était plus difficile. Si l'assassinat de Palme avait été le résultat d'une conspiration de droite, celle-ci aurait atteint ses objectifs.

...et celui d'Anna Lindh

Il pouvait en être autrement. En 1998, le Parti suédois s'était ressaisi. Il avait une étoile montante : née en 1957, Anna Lindh était brillante présidente de la Jeunesse socialiste de 1984 à 1990, parlementaire dès 1982, Ministre de l'Environnement en 1994, Ministre des Affaires Étrangères en 1998. Elle était de la même trempe que Palme et il était prévu qu'elle succède au terne bureaucrate Göran Persson comme cheffe du gouvernement et du Parti.

Mais l'assassin veillait. Dans l'après-midi du 10 septembre 2003 Anna Lindh était en train de faire ses courses dans un grand magasin de

Stockholm, évidemment sans gardes du corps, lorsqu'un homme lui enfonça un couteau dans la poitrine, l'estomac et le bras. Malgré les efforts de l'hôpital, le lendemain, à 05:29, elle était morte.

L'assassin était rattrapé le 24 septembre : Mihailo Mihailović, né en Suède de parents serbes, très remonté contre le gouvernement suédois pour avoir soutenu l'OTAN au Kosovo. Après différentes péripéties judiciaires, et ayant été reconnu comme psychologiquement dérangé, il était condamné à prison à vie.

Après la Suède, bastion historique du socialisme nordique, c'est aujourd'hui le tour de la Norvège, seul pays nordique à avoir encore un gouvernement social-démocrate défendant sur le plan international des causes progressistes, et à défendre l'État social. Encore une fois, un fou isolé a frappé.

Un fou isolé ? C'est surtout l'extrême droite qui le prétend. Car, évidemment, pour sauver les idées de l'extrême droite, il est essentiel de mettre le maximum de distance entre l'idéologie véhiculée par ses partis et les actes criminels que cette même idéologie inspire. Il faut faire croire que le fascisme est une opinion, et non un crime, que les organisations d'extrême droite regroupent de braves citoyens alors qu'ils sont des pépinières de Breivik, qui peuvent sortir à tout moment, n'importe où, armés jusqu'aux dents, pour semer la mort.

Dans son interview dans *Le Matin Dimanche* du 31 juillet, Oskar Freysinger répond au journaliste, qui lui fait remarquer que plusieurs thèses de Breivik recouvrent les siennes, ou celles de l'UDC, et lui demande s'il partage ses idées : « Pensez-vous qu'il y aura moins d'attentats terroristes et de fous si on me force à me taire ? Ce sera pire ! » Il faut comprendre cette réponse comme une menace.

Dan Gallin

La sale guerre contre George Soros

George Soros, philanthrope et fondateur de l'Open Society Foundation, est attaqué à la fois par l'extrême droite et par la gauche staliniste. Pourquoi la gauche démocratique devrait-elle défendre le propriétaire multimilliardaire d'un hedge fund qui spéculé sur les principales monnaies de la planète ?

HOMMAGE Dans l'histoire du capitalisme, il n'y a jamais eu autant de milliardaires qu'aujourd'hui. Collectivement, ils concentrent entre leurs mains des montants encore jamais vus par le passé. Individuellement, pour la plupart, ils et elles demeurent inconnus de l'opinion publique, et poursuivent leur existence de milliardaires en privé.

Certain·e·s, cependant, sont devenus des figures publiquement exposées de différentes manières, allant des frères Koch, qui sont des soutiens du Parti républicain aux États-Unis et de groupes d'extrême droite dans différents pays, au cynisme joyeux de Warren Buffet («Oui, il y a une lutte de classe et c'est ma classe qui est en train de la ga-

agner») et à Bill et Melinda Gates, dont la fondation soutient un large éventail de causes libérales plutôt consensuelles. Et puis il y a George Soros.

George Soros et ses ennemis

Le cas de George Soros est unique dans la mesure où il est le seul milliardaire connu à promouvoir activement des causes progressistes par l'intermédiaire de son *Open Society Foundation*, et qu'il est devenu la cible, précisément pour cette raison, de campagnes de diffamation invraisemblables menées par des chefs de gouvernement, des adeptes des théories du complot et des bandits politiques allant de l'extrême droite à une gauche dévoyée. Une grande partie de ces attaques provient d'Europe de l'Est, mais pas seulement. Pourquoi en est-il ainsi ?

Tout comme le négatif d'une photographie montre parfois des détails révélateurs qui ne sont pas visibles avec la même clarté dans la photographie elle-même, le contour de certaines personnalités devient plus précis lorsqu'elles sont définies par leurs ennemis.(...)

S'agissant de Soros, la liste commence inévitablement par Viktor Orban, l'autocrate qui a inventé la «démocratie illibérale», une contradiction dans les termes et un mensonge délibéré : quand une démocratie est «illibérale», ce n'est pas une démocratie mais autre chose. Orban a obtenu une majorité écrasante aux récentes élections législatives (sauf à Budapest où l'opposition a remporté les deux tiers des sièges), ce qui a permis le maintien au pouvoir de son parti, le Fidesz. Il a gagné ces élections en faisant peur au peuple hongrois avec un autre mensonge délibéré. Il a affirmé

que le concept d'une «société ouverte» utilisé par Soros faisait partie d'un plan secret visant à inonder la Hongrie (et l'Europe de l'Est) de millions de réfugié·e·s du Moyen-Orient (donc des musulmans) qui allaient menacer l'intégrité et l'identité de la nation hongroise. Ce mensonge a été répandu dans toute la Hongrie à l'aide d'une campagne politique gigantesque qui a multiplié les discours racistes et antisémites (Soros est d'origine hongroise et il est juif, donc forcément suspect d'ourdir des «complots juifs»).

S'agissant des accents antisémites des attaques d'Orban et de son incitation à la haine contre les réfugié·e·s, on aurait pu s'attendre à une approche plus prudente de la part du dirigeant d'un pays qui, en 1944, a envoyé 430'000 de ses citoyen·ne·s dans des camps d'extermination nazis du seul fait qu'ils et elles étaient Juifs, et où quelque 200'000 de ses citoyen·ne·s ont dû fuir en Autriche et en Yougoslavie en 1956 quand la Révolution hongroise a été écrasée par les troupes soviétiques. Mais cet homme n'a aucune honte.

Alors qu'Orban égare et effraie le peuple hongrois avec ses mensonges et ses «fake news», le Fidesz ne cesse d'imposer un programme de contre-réformes qui comprend le démantèlement du système public de protection sociale, avec des réductions massives des prestations, un système de retraite insoutenable, une diminution des aides à la santé et à l'éducation, et un discours réactionnaire sur les questions de genre rempli de références patriarcales et médiévales.

On trouve les seconds adversaires de Soros en Roumanie. Les présidents du soi-disant «Parti social-démocrate» actuellement au pouvoir, Vic-



tor Ponta et son successeur Liviu Dragnea, l'actuel vice-premier ministre, tous deux reconnus coupables de fraude et de corruption, ont eux aussi attaqué Soros. La dernière attaque en date est due à Dragnea, qui a relié Soros à une organisation étrangère de renseignement sans préciser de laquelle il s'agissait.

En octobre de cette année, Donald Trump, le président le plus réactionnaire et le plus corrompu que les États-Unis aient connu depuis les années 1920, accusait Soros d'être l'organisateur des manifestations de femmes contre son candidat à la Cour Suprême.

Et puis, comme on pouvait s'y attendre, cette constellation anti-Soros comprend le leader incontesté de l'assaut autoritaire et néo-fasciste auquel on assiste au niveau international et son principal coordinateur : Vladimir Poutine. Dès 2015, le gouvernement russe a interdit à deux organisations du réseau caritatif de Soros, l'*Open Society Foundation* et l'*Open Society Institute*, d'être actives dans le pays, alléguant qu'elles représentaient une « menace pour les fondements du système constitutionnel de la Fédération de Russie et pour la sécurité de l'État ».

Poutine avait accusé Soros d'avoir parrainé la révolution populaire en Ukraine en 2014 qui avait balayé le régime soutenu par Poutine et l'avait remplacé par une société politique démocratique. Il faut peut-être rappeler qu'il y a une grande différence entre soutenir un mouvement démocratique de masse, qui est une activité courante et légitime, et créer un mouvement démocratique de masse, ce qui n'est pas du pouvoir de quelque milliardaire que ce soit, aussi puissant et fortuné soit-il. Poutine, cependant, souscrit à la conception policière de l'histoire selon laquelle les peuples se voient refuser la capacité de mener des révolutions démocratiques de manière indépendante. Les révolutions ne peuvent qu'être le résultat de complots, ou encore, comme Staline l'avait

dit : « les cadres décident de tout » (...)

Nous pourrions continuer la liste : de la Macédoine au Kazakhstan en passant par la Pologne, la Turquie, et les Philippines, les autocrates et les politiciens réactionnaires ont attaqué Soros et harcelé ou directement réprimé sa fondation, la dénonçant comme une menace à l'ordre établi – à leur ordre établi bien sûr.

Faut-il soutenir George Soros ?

Le *GLI (Global Labour Institute)* est une organisation de soutien au mouvement ouvrier qui est guidée par les principes et les valeurs du socialisme démocratique. Où en sommes-nous par rapport au milliardaire George Soros et à l'*Open Society Foundation* ? Examinons les questions principales qui se posent à nous.

George Soros est un « démocrate libéral » ? Nous soutenons les démocrates, de préférence sans adjectifs, mais nous acceptons des adjectifs qui élargissent et approfondissent le sens de la démocratie comme « démocratie sociale », et non ceux qui restreignent ou falsifient son sens. La « démocratie illibérale » d'Orban est un mensonge éhonté, tout comme sa cousine la « démocratie dirigée » qui ne peut être prise au sérieux que dans les pays où la réalité dépasse constamment la satire. De plus, il n'y a rien d'« occidental » dans la démocratie : c'est une valeur universelle (...)

George Soros est juif ? Ici la réponse est facile : nous sommes aux côtés des Juifs. Pas avec Netanyahou, qui est une petite crapule et qui devrait être en prison. Non, avec le peuple juif, pour sa contribution extraordinaire à une société humaine éclairée, pendant des millénaires, malgré des persécutions et des discriminations horribles à son égard. Nous sommes aux côtés de nos camarades du mouvement syndical juif. Nous honorons la mémoire du *Bund*, le parti du prolétariat juif en Europe de l'Est, un parti important de la gauche socialiste

avant la Seconde Guerre mondiale, le seul parti de masse socialiste de l'histoire à avoir été détruit, non parce que ses dirigeants ont été emprisonnés ou tués, mais parce que ce sont ses membres mêmes qui ont été exterminés. (...) Et (...) nous rendons hommage à la gauche sioniste qui s'est battue avec le *Bund* et les sionistes travaillistes dans le ghetto de Varsovie et qui, après la guerre, a été la première à préconiser une solution à deux États pour une coexistence fraternelle avec les Arabes de Palestine. Pour le dire aussi clairement que possible : nous voulons que la canaille antisémite sache, quelle qu'elle soit et où qu'elle se trouve, que nous sommes debout, à côté des Juifs.

Mais attendez, on nous dit que George Soros n'a jamais eu aucun lien avec le mouvement syndical. Comment un milliardaire peut-il être notre allié ? La réponse est que nous traitons ici de questions simples. La réalité dominante dans la politique mondiale d'aujourd'hui est l'avancée incessante des forces réactionnaires qui, sous différentes appellations, convergent pour détruire tous les éléments progressistes dont nous avons hérité dans les sociétés européennes et nord-américaines – et ailleurs aussi – après la victoire sur le fascisme à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et pour, finalement, détruire la démocratie elle-même. Pour le mouvement syndical, il s'agit d'une question existentielle. Il n'y a pas de problème plus pressant à l'heure actuelle.

Soros ne résoudra pas nos problèmes, mais ses ennemis sont les mêmes que les nôtres, et pendant ce temps son *Open Society Foundation* est un barrage très important contre les forces de la tyrannie. Pour le temps ainsi gagné, nous devons lui être reconnaissants – et en faire bon usage. (...)

Dan Gallin

Article traduit de l'anglais et paru sur le site de Pages de gauche (30 décembre 2018)

Ukraine : pour leur liberté et la nôtre

HOMMAGE Le président russe, ancien cadre de la police politique de l'URSS, ne supporte pas que l'Ukraine échappe à son contrôle. Il se sert de sa supériorité militaire pour s'emparer de sa province la plus vulnérable, la Crimée. L'opération est entérinée par une farce de référendum à la soviétique, boycotté par près de la moitié de la population (surtout Ukrainiens et Tatars) mais proclamé vainqueur à 97%. Le parlement russe, aux ordres de Poutine, entérine ce pseudo résultat par 445 voix contre une, celle de Ilya Ponomarev, un héros de notre temps.

Comme socialistes, nous devons défendre le droit du peuple ukrainien de décider de son propre destin sur l'entier de son territoire. Et résister à l'intox KGBiste jusque dans nos propres rangs.

Premièrement, il n'y a aucune menace contre les Russes en Ukraine et pas plus de « fascistes » qu'il y en a en Russie. L'extrême-droite européenne, dont chez nous Freysinger et consorts, prend parti pour Poutine, pas pour les fascistes

ukrainien·ne·s : il faut lui faire confiance pour reconnaître les vrais fascistes.

Deuxièmement, le Maidan de Kiev était politiquement multiforme : des fascistes en faisaient partie aux côtés d'anarcho-syndicalistes, de socialistes, de syndicats indépendants, de juives-juifs (organisé·e·s en une unité militaire) et surtout d'une masse de sans-partis qui ont constitué le mouvement démocratique, populaire et nationaliste, la source de la légitimité au nouveau pouvoir.

Troisièmement, aucune officine politique au monde n'est capable d'inventer un mouvement de masse de quatre mois comme celui de Maidan. Y voir la main des États-Unis ou de l'Union européenne tient du ridicule conspirationniste.

Quatrièmement, la décomposition de l'URSS était la dernière décolonisation du monde. Nous sommes sensibles à l'humiliation subie par les colonisé·e·s mais pas du tout à « l'humiliation » du colonisateur amputé de son ancienne « gloire » dont font état

ceux qui cherchent à « comprendre » Poutine.

Enfin, il n'existe pas de raison historique qui justifierait des prétentions russes en Ukraine. Il ne s'agit pas d'un même peuple mais de deux : le peuple ukrainien et le peuple russe, comme devraient le savoir tout ceux qui insistent sur le fait qu'il y a un peuple palestinien et un peuple juif, le second n'ayant pas davantage de droit que le premier sous prétexte qu'il était là il y a deux mille ans.

Le 18 mars, entre 50'000 et 80'000 Russes ont manifesté à Moscou contre l'annexion de la Crimée sous des banderoles qui portent le sens du combat socialiste internationaliste, le nôtre : « Pour notre liberté et la vôtre », « Pour une Ukraine et une Russie sans Poutine », « Ukraine, excuse-nous », « La Russie c'est nous, pas Poutine ». Nous sommes aussi avec le peuple russe anti-Poutine.

Dan Gallin

Article paru dans Pages de gauche N°133 (mai 2014) et sur le site en version longue (23 avril 2014)

Comprendre Poutine sans le nommer

HOMMAGE Les relations entre l'Europe et la Russie préoccupent ces jours notre politique fédérale. Dans un article publié dans *Le Temps* du 9 décembre sous le titre : « L'Europe et la Russie ont tout intérêt à pacifier leurs relations », Micheline Calmy-Rey, ancienne cheffe du Département fédéral des affaires étrangères, écrit que « les agendas européens et russes ne s'arrêtent pas à la question ukrainienne ». S'il « est clair que la Russie menace sa frontière à l'est », l'Europe a besoin d'alliés pour faire face au terrorisme, à l'État islamique et à l'afflux de réfugiés. D'autre part, la Russie elle aussi a besoin d'alliés, à cause de ses « intérêts géostratégiques », et de « la présence sur le territoire russe et à ses frontières de populations musulmanes » – au-

tant de raisons d'intervenir en Syrie, dit-elle.

Il faut donc travailler à un rapprochement entre l'Europe et la Russie, non pas par l'intégration de cette dernière dans un système de sécurité collective à l'échelle européenne, comme le souhaite Calmy-Rey, car « le sujet est délicat », mais par une série de petits pas, d'accords bilatéraux assurant à la Russie « une coopération économique privilégiée » – en clair, la fin des sanctions économiques imposées par l'UE à la suite de l'annexion de la Crimée et de l'intervention militaire de la Russie dans l'Est de l'Ukraine, et peut-être plus encore. (...)

Quelques jours plus tard, le 12 décembre, toujours dans *Le Temps*, paraît une interview de Didier Burkhalter, chef du Dé-

partement fédéral des affaires étrangères. Il pense que la crise ukrainienne est de la faute de l'Europe et de l'OTAN qui ont échoué à mettre en place un système de sécurité européen « dans lequel la partie russe trouve sa juste place ». Il faut donc maintenant offrir quelque chose à la Russie, pense Burkhalter, et c'est le gel de l'extension de l'OTAN. (...)

Donner une âme à l'État

Ce qui frappe dans ces raisonnements et déclarations, c'est leur abstraction. On parle de pays et d'États comme si c'étaient des personnes, et on leur attribue des sentiments de personnes, qui peuvent se sentir « humiliées », « provoquées », « reconnues », « incomprises », « respectées », etc. (...)

Dans les déclarations de

Burkhalter et de Calmy-Rey, Il n'y a pas trace d'une distinction entre les peuples qui vivent dans les États dont on parle et de leurs gouvernements. Il n'y a pas trace dans leurs déclarations d'une société civile, par exemple en Russie, en Ukraine, en Moldavie, en Géorgie, mais aussi ailleurs, qui a des droits et qui les revendique, qui a des aspirations, des revendications, et surtout il n'y a aucune trace d'une conscience démocratique élémentaire qui affirmerait que les gouvernements sont là pour faire respecter ces droits et prendre en charge ces revendications, et pas pour faire le contraire.(...)

En fait, le régime intérieur d'un État a un intérêt évident s'agissant des relations internationales. Par exemple : une phrase à première vue parfaitement anodine, comme : « La France et l'Allemagne sont deux grandes nations européennes qui doivent s'entendre », a une signification politique et des conséquences politiques radicalement différentes selon qu'elle est prononcée, et prononcée par qui, en 1914, en 1923, en 1938, en 1941, en 1945 ou en 2015.

Que dire de la Russie ? Une première constatation : nous avons affaire à une dictature. La classe bureaucratique dirigeante de l'URSS s'est maintenue au pouvoir, recyclée en classe dirigeante capitaliste oligarchique et mafieuse, enrichie énormément par le pillage des biens publics, c'est à dire des moyens de production étatisés en URSS.

Le tout est tenu ensemble par les réseaux des anciens des services spéciaux, de l'appareil militaire, par le KGB sous un autre nom. Au sommet de la pyramide, Poutine, ancien major du KGB, exerçant désormais un contrôle presque total sur les structures politiques, économiques et sociales du pays. Il est à la fois le maître et le serviteur de la nouvelle classe dirigeante.

Une deuxième constatation : l'État de droit n'existe pas. Cette Russie-là est un pays où les dirigeants et les porte-paroles de l'opposition sont assassinés impunément, depuis des années. Aucune enquête

policière n'aboutit jusqu'au commanditaire. Le respect des droits démocratiques n'existe plus, la plupart des médias oppositionnels ont été fermés, il y a de nouveau des prisonniers politiques, les manifestations de l'opposition sont interdites.

Troisième constatation : le pays est dans un état de guerre permanent, une guerre succède à une autre, d'abord la deuxième guerre de Tchétchénie, dont le but était de permettre à Poutine de se faire élire président de la Fédération de Russie, ensuite guerre de Géorgie, ensuite guerre d'Ukraine, ensuite intervention militaire en Syrie. Poutine a besoin de guerres et de crises, de conflits militaires, pour se maintenir au pouvoir. La marche en avant a été définie comme une série de chutes évitées, cela définit aussi le fonctionnement du système Poutine.

Quatrièmement : le Poutinisme a une idéologie. Elle est faite d'éléments de tsarisme (réhabilitation des Romanov, culte de Pierre le Grand, etc.), d'éléments de stalinisme (réhabilitation de Staline, la fin de l'URSS étant la « plus grande tragédie du 20ème siècle » (Poutine en 2005), de phantasmes eurasiens, de chauvinisme grand-russe et de panslavisme, assorti de racisme et d'antisémitisme, exaltation de l'Église Orthodoxe Russe, sans doute une des expressions les plus obscurantistes du christianisme, conservatisme et défense des « valeurs traditionnelles » contre l'Occident dépravé.(...)

La défense de l'agresseur

Les thèses paranoïaques de « l'encerclement » de la Russie, déjà répandues par la propagande soviétique dès le début de la guerre froide, sont ressuscitées, les organisations internationales et les traités internationaux sont méprisés, ainsi que les « petits peuples » voisins de la Russie, qui vivent sous la menace constante d'une intervention militaire russe sous n'importe quel prétexte.(...)

Calmy-Rey et Burkhalter n'ont ni l'un ni l'autre aucun compte. Ils croient que la Russie est un pays comme un autre et aboutissent

à des conclusions absurdes. Calmy-Rey croit que « L'histoire nous apprend que la sécurité et le bien-être de l'Europe ne peuvent exister et être durables sans la Russie. » En fait, l'histoire nous apprend exactement le contraire. Le 23 août 1939 la Russie de Staline et l'Allemagne d'Hitler signèrent le pacte qui rendait possible le déclenchement de la deuxième guerre mondiale et le partage de la Pologne, envahie par l'Allemagne le premier septembre et par l'URSS le 17 septembre. À la fin de la guerre, l'URSS avança jusqu'en Europe centrale et l'occupa par des moyens militaires et policiers jusqu'à la révolte de Solidarnosc et la chute du mur de Berlin.(...)

Burkhalter, lui, dénie à l'Ukraine, à la Géorgie et à la Moldavie le droit d'adhérer à l'OTAN. Ils n'en ont pas la « vocation. » Qu'en sait-il ? De quel droit ? Sous prétexte que c'est une « organisation de défense militaire » ? Alors quel est la menace qui pèse sur ces pays est précisément militaire ? Les trois pays ont été amputés de territoires, à la suite d'interventions militaires russes (Transnistrie, Abkhazie, Ossétie du Sud, Donetsk, Louhansk) proclamés « républiques », reconnues par personne sauf le Venezuela, ou directement annexés comme la Crimée, des pays attaqués non pas par une armée américaine, ou allemande, ou roumaine, ou uruguayenne, mais par la Russie « encerclée ». Dans la propagande poutinienne, l'agresseur devient la victime et les victimes deviennent les coupables.(...)

L'arrogance des donneurs de leçon est toujours pénible, surtout quand elle est au service de la lâcheté. Il est temps de réfléchir à ce qui pourrait être l'intérêt géostratégique des peuples, de tous les peuples, et de le faire avancer, contre tous les dictateurs et leurs larbins, avec des pas aussi petits ou aussi grands que les circonstances le permettront.

Dan Gallin

Article paru sur le site de Pages de gauche (6 janvier 2016)

Où va le Parti socialiste ?

Depuis quelque temps, même la grande presse parle de la « crise de la social-démocratie ». Nous sommes témoins d'un effondrement de la social-démocratie dans la plupart des pays européens, c'est-à-dire d'un effondrement des partis socialistes, des partis qui à l'origine avaient pour mission de créer une société socialiste.

HOMMAGE L'effondrement des organisations et du soutien populaire a été précédé d'un effondrement idéologique et politique, dont la forme actuelle est l'intériorisation du néolibéralisme, une idéologie à l'exact opposé des valeurs et des objectifs du socialisme traditionnel. Il s'agit donc d'une crise de l'identité socialiste, du contenu politique, du sens même du terme.

Revenir aux fondements : la justice et la liberté

Pour reprendre pied, il faut revenir aux fondements : quelles étaient les motivations de base du projet socialiste ? Le mouvement socialiste, en tant que tel, est relativement récent dans l'histoire. Sous sa forme actuellement reconnaissable, il date à peu près du milieu du XIX^e siècle. Mais n'oublions pas que les luttes sociales contre l'oppression, pour la liberté et la justice sont, elles, aussi anciennes que la société humaine, depuis qu'il y a des classes, des oppresseurs et des opprimés.

Le mouvement socialiste a été la dernière expression de cette histoire millénaire de la lutte de l'humanité pour une société libre et juste. C'est de là qu'il tire sa légitimité et sa force, malgré la répression, malgré toutes les défaites, reniements et trahisons. C'est le plus grand mouvement politique des temps modernes, réellement mondial et universel. Il a été le mouvement de libération de l'humanité. Il doit le redevenir.

Le contenu fondamental de l'identité socialiste – idéologique, politique et moral – ce sont les notions de justice et de liberté. De la notion de justice découle la notion d'égalité, et la justice et la liberté sont à leur tour les notions de base qui sont le fondement de la démocratie.

Le terme socialisme est devenu problématique parce qu'il

a été tellement galvaudé. Des régimes auto-désignés socialistes en sont en fait la caricature grotesque et sinistre. Des politicien-ne-s opportunistes se proclament socialistes pour profiter de ce qui reste de la base et de l'appareil. Pour expliciter ce qu'est ce socialisme que nous voulons, nous sommes donc obligés d'y ajouter des adjectifs. (...)

Personnellement, je ne conçois pas un parti socialiste qui ne soit pas fondé sur une idéologie marxiste, même sans le dire, et même en l'oubliant lui-même. Car, enfin, c'est quand même l'analyse marxiste de la société et de la dynamique des classes qui a servi de boussole à tout le mouvement ouvrier dans tout ce qu'il a fait depuis 150 ans. La connaissance des éléments de base du marxisme est fondamentale pour tout socialiste. Il faut lire le Manifeste communiste, un texte court, brillant et éclairant. C'est plus qu'un tract politique, c'est un élément de notre culture générale.

Défaites et trahisons

Revenons à l'histoire du mouvement pour comprendre ce qui nous a amenés à l'impasse catastrophique actuelle. Le mouvement beau, puissant, impressionnant, prend fin au congrès de 1912 de l'Internationale, tenu à Bâle. On a vu venir le danger de la guerre, on a décidé à l'unanimité de s'y opposer et, le moment venu, en août 1914, l'Internationale s'effondre comme un château de cartes : la grande majorité de ses partis membres rejoint le camp du nationalisme et de la guerre.

Ce qui suit, ce sont des défaites terribles, de 1917 à 1923. Il y a d'abord la défaite de la révolution allemande, une révolution social-démocrate faite par des ouvriers et des soldats sociaux-démocrates et écrasée par un gouvernement social-

démocrate, soucieux avant tout de la légalité bourgeoise et se servant de corps francs para-fascistes pour la faire respecter.

Il y a ensuite la révolution russe : quatre ans de révolution, 70 ans de contre-révolution ! Le reflux de la vague révolutionnaire sur une URSS isolée créa un monstre non prévu par la théorie marxiste, le stalinisme : une société avec une classe dirigeante nouvelle, la bureaucratie, qui détient collectivement l'ensemble des moyens de production grâce à son contrôle de l'État. Ce contrôle, la bureaucratie l'exerce par la terreur, policière et militaire, au prix de millions d'hommes et de femmes massacrés, affamés, astreints aux travaux forcés dans un réseau de camps qui couvre tout le pays.

Tout cela n'avait strictement rien à voir avec le socialisme, si ce n'est une partie de son vocabulaire et de ses symboles. Et pourtant, malgré la réalité de ce régime, connue déjà dès les années 1920, celui-ci est parvenu à faire croire à une partie importante du mouvement ouvrier qu'il était « la patrie du socialisme », et même ses critiques les plus durs, comme Trotsky, pensaient qu'il s'agissait d'un « État ouvrier » – certes « dégénéré » mais « ouvrier » quand même, parce que l'État y contrôlait les moyens de production. Mais qui contrôlait l'État ?

L'influence stalinienne a fait beaucoup pour brouiller l'identité socialiste, mais ce n'est pas le seul facteur. Il faut retenir une autre date importante : le congrès du SPD (parti social-démocrate allemand) à Bad Godesberg en 1959. C'est le congrès où le SPD renonce au marxisme et se déclare désormais, non plus un parti ouvrier, mais un Volkspartei – un parti populaire – qui n'offre plus une alternative à « l'économie de marché ». La plupart des partis



Arbeiderbladet - Archives de
la Bibliothèque du Mouvement
Ouvrier Norvégien - 1970

socialistes européens suivent le mouvement.

C'est le début d'une adaptation par étapes au discours conservateur et néolibéral. Le message social-démocrate devient flou, de plus en plus difficile à distinguer de celui de la droite, et l'électorat préfère de plus en plus souvent l'original à la copie.

Le prix à payer était encore plus fort que celles et ceux d'entre nous qui avaient décidé de rester socialistes avaient imaginé. Lorsque le bloc soviétique s'est enfin effondré en 1991 – sans que les travailleurs et travailleuses dont il était censé être la patrie n'aient levé le petit doigt pour le défendre – nous avions espéré qu'il serait remplacé par une forme de socialisme démocratique, ou de social-démocratie. Ce n'était pas une espérance folle : aucun des mouvements d'opposition politique ou syndicale en URSS ou en Europe de l'Est n'avait demandé la restauration du capitalisme, qu'ils ne confondaient pas avec la démocratie, tout au contraire.

Cependant, pour que cela se produise, il aurait fallu un relais politique sérieux à l'Ouest. Par une ironie terrible de l'histoire, la social-démocratie, en tant que mouvement porteur des valeurs du socialisme démocratique, avait quitté la

scène au moment même où son ennemi historique, le communisme sous sa forme stalinienne, la quittait également par l'autre porte.

C'est ainsi que l'Europe de l'Est, la Russie et les autres États successeurs de l'URSS sont devenus la proie du capitalisme, sous sa forme la plus mafieuse et violente.

Pièges pour la gauche

À cause de la confusion qui existe sur l'identité socialiste, un socialiste américain, Hal Draper, a écrit en 1966 un article qui s'intitule «Les deux âmes du socialisme». À l'aide d'exemples historiques, Draper montre deux grandes tendances : le «socialisme par en haut» et le «socialisme par en bas».

Trois pièges principaux se présentent aujourd'hui pour la Gauche, qu'une conception claire de l'identité socialiste devrait nous permettre d'éviter : l'opportunisme, le tiers-mondisme inconditionnel et le poutinisme.

L'opportunisme est l'ennemi de toujours, les solutions de facilité, le court-terme, le conformisme face à l'Ordre établi, la recherche de l'approbation dans le camp adverse. Les exemples abondent, je n'ai pas besoin d'entrer dans les détails.

Le tiers-mondisme incon-

ditionnel fait preuve d'une grande tolérance vis-à-vis de dictateurs et de régimes autoritaires du Sud, autoproclamés «socialistes», à condition qu'ils soient anti-américains. Il postule d'ailleurs qu'il n'existe qu'un seul impérialisme, forcément américain. Cette vue du monde est souvent véhiculée par *Le Monde diplomatique*, chez nous quelquefois par *Le Courrier*.

Un phénomène voisin est la recherche d'une terre promise du socialisme. Les déçus de l'URSS, de la Chine, de l'Albanie ou de la Yougoslavie se tournent souvent vers le Sud, allant au devant de nouvelles déceptions (le Nicaragua, le Venezuela, etc.). Avant la naissance de l'Union soviétique, le concept de terre promise n'existait pas dans le mouvement socialiste, la terre promise, c'était le mouvement, pas un territoire.

Il y a enfin le poutinisme. La Russie de Poutine est une dictature capitaliste qui réunit les pires éléments de la droite autoritaire et du stalinisme : une idéologie fascisante faite de nationalisme extrême, de racisme, de fantasmes eurasiens, etc., doublée d'un pouvoir qui repose sur une police politique dans la tradition du KGB qui réprime l'opposition et assassine impunément les opposant-e-s.

Curieusement, ce régime est admiré et défendu par une partie de la Gauche, là où les relents du stalinisme sont encore présents, qui ne semble pas être gênée par le soutien de la Russie poutinienne à l'extrême-droite en Europe. Pourtant, cette Russie-là est en réalité le pays où les « Russes blancs », les contre-révolutionnaires de 1917, auraient, cent ans après, fini par gagner la guerre civile.

Où est la classe ouvrière ?

J'ajouterai encore quelques mots de conclusion sur la classe ouvrière. Certains affirment que celle-ci est en train de disparaître. En réalité, la classe ouvrière n'a jamais été aussi nombreuse. Elle forme la grande majorité de la population mondiale. Si on inclut les travailleurs ruraux, les paysans sans terre et le secteur informel dans l'économie urbaine, on obtient les 99% que revendiquait le mouvement *Occupy* aux États-Unis.

Par contre, bien sûr, la classe ouvrière a changé. Ce qui disparaît, c'est la classe ouvrière stéréotypée des images d'Épinal du début du XXe siècle : l'homme musclé, moustachu, torse nu, avec un lourd marteau sur l'épaule. La nouvelle classe ouvrière comprend beaucoup plus de femmes, très présentes dans le secteur informel. Le secteur informel, en expansion partout dans le monde, c'est le

travail non réglementé, sans protection sociale. L'exploitation y est plus brutale qu'ailleurs. Le travail régulier, permanent, réglementé, est devenu très minoritaire.

Avec l'effondrement du bloc soviétique, l'essor du capitalisme en Chine et la déréglementation en Inde, ce sont des milliards de travailleurs et de travailleuses qui sont entrés en quelques années dans l'économie mondiale, la grande majorité sans expérience d'un syndicalisme indépendant et agissant.

Une grande partie de la nouvelle classe ouvrière n'est pas non plus syndiquée. Ceci a des conséquences politiques. Au niveau mondial, on estime à 7% le taux de syndicalisation. Si nous voulons changer le rapport de force dans le monde, il est absolument indispensable de créer des alliances avec le mouvement syndical, ou les renforcer où elles existent déjà. Il faut syndiquer au moins entre un quart et un tiers de la classe ouvrière mondiale tout en réinventant le syndicalisme, et il faut faire vite avant que les dégâts du capitalisme ne deviennent irréversibles.

D'aucuns nous disent que c'est impossible, que le secteur informel est trop difficile à organiser. Pourtant, en Inde, il existe un syndicat de femmes pauvres auto-employées (travailleuses à domicile, vendeuses de marché, ra-

masseuses de déchets, etc.) qui ne comptait que quelques centaines de membres en 1983 et qui en a aujourd'hui plus de deux millions.

En octobre 2013, à Montevideo (Uruguay), les employées de maison ont créé leur fédération syndicale internationale. Oui, je parle bien des employées domestiques, qui jusqu'à peu n'étaient même pas perçues comme des « vraies » travailleuses et considérées comme « inorganisa- bles » par les syndicats. Cette fédération internationale est le résultat d'un travail en commun des syndicats de domestiques déjà existants (surtout en Amérique latine, en Afrique du Sud et en Asie), d'une fédération syndicale, l'UITA – travailleurs-euses de l'alimentation et de l'hôtellerie – d'une organisation féministe internationale spécialisée dans l'organisation des femmes dans le secteur informel, le WIEGO (*Women in Informal Employment Globalizing and Organizing*) et d'une ONG para-syndicale, le GLI (*Global Labour Institute*). Au bout de trois ans, nous avons réussi à obtenir une convention de l'OIT sur le travail domestique, qui établit des normes internationales pour le secteur, et deux années plus tard le réseau international que nous avions établi s'est transformé en fédération, la première fédération syndicale internationale dans l'histoire à être dirigée entièrement par des femmes, à tous les niveaux.

Elles sont fortes, lucides, elles se battent comme des lionnes, créent de nouveaux syndicats dans toutes les parties du monde. Elles ont fait la démonstration qu'il n'existe pas de travailleurs ou travailleuses « inorganisa- bles » et que la combativité apparaît souvent là où on l'attend le moins.

Si, se puede. Yes, we can !

Dan Gallin

Article paru sur le site de Pages de gauche (19 septembre 2016).



Le syndicalisme féminin

HOMMAGE Principales victimes de la folie libérale, les travailleuses du secteur informel s'organisent dans le monde pour revendiquer leurs droits.

Le travail informel, c'est-à-dire non réglementé et non protégé, a toujours été l'une des caractéristiques des économies sous-développées, mais il connaît une progression impressionnante depuis une dizaine d'années dans les pays industrialisés aussi.

La crise de la dette, le démantèlement du secteur public, la déréglementation du marché du travail et la succession de crises depuis 1997 ont expulsé des millions de travailleurs pour les précipiter dans l'économie informelle. Pendant la même période, la nature des entreprises transnationales a évolué. En réduisant le nombre de postes permanents à temps plein, en décentralisant et en sous-traitant au maximum la production, et en ayant recours autant que possible aux différentes formes de travail précaire (temps partiel, temporaire, saisonnier, sur appel), le patronat n'entend pas seulement réduire le coût de la main d'œuvre. Il transfère aussi au travailleur la responsabilité du revenu, des prestations sociales et des conditions de travail. Parallèlement, le monde des micro-entreprises, des faux indépendants, des travailleurs à domicile avec des conditions de travail misérables, sans droits ni protection, ne cesse de croître.

Les femmes victimes

Or, les travailleurs éjectés du secteur stable et réglementé sont en très grande majorité des femmes. Ce sont elles les principales victimes de la précarisation du travail et de la paupérisation et elles sont de ce fait fortement présentes dans l'économie informelle. L'organisation des personnes travaillant dans l'économie informelle dépend dès lors de la capacité du mouvement syndical à organiser les travailleuses, ce qui demande une modification en profondeur de

la culture actuelle du mouvement syndical.

Depuis son origine, ce dernier a été confronté au choix de s'ouvrir à la participation des femmes à tous les niveaux ou d'assister à l'émergence de nouvelles organisations dirigées par des femmes. Aujourd'hui, dans le cadre de l'organisation du secteur informel, ce choix se pose à nouveau avec force. Deux cas de figure se présentent : le premier, c'est quand une organisation existante intègre les travailleuses (et les travailleurs) de l'économie informelle ; le deuxième, c'est l'auto-organisation.

Le premier cas est fréquent en Afrique. En Ouganda, par exemple, le syndicat des travailleurs de la fonction publique a commencé à organiser les vendeurs ambulants et autres travailleurs informels qui représentent désormais la majeure partie de ses affiliés. A Hongkong, la confédération *HKCTU* a contribué à la création d'un syndicat d'employées de maison, et en Grande-Bretagne les employées de maison immigrées (majoritairement philippines) ont créé l'association *Kalayaan* (Libération), qui travaille étroitement avec un des principaux syndicats du pays, le *TGWU*. D'autres exemples existent en Asie (Corée, Népal, Pakistan, Philippines) et en Europe, mais aussi en Amérique latine. Au Pérou, la plupart des syndicats membres des confédérations existantes ont fini par représenter les travailleurs informels vu leur poids dans l'économie.

Auto-organisation

Les exemples d'auto-organisation des travailleurs informels sont tout aussi nombreux. Le syndicat indien *SEWA* fut l'une des premières organisations de ce type, et en a inspiré d'autres. Le *SEWA* organise les travailleuses à domicile, les vendeuses de marché, les ramasseuses de papier et les vendeuses de poubelle, les cueilleuses de produits de la forêt et les productrices de sel

marin. Cette organisation est à la fois syndicat, mouvement de femmes et coopérative. Elle a créé une banque coopérative proposant des micro-crédits, un programme de formation syndicale et professionnelle, ainsi que des coopératives de production (artisanat, agriculture) et de services (santé, logement).

Voici donc le nouveau visage du mouvement ouvrier. Il s'agit d'un élément essentiel du mouvement de justice mondiale qui monte en puissance sous nos yeux. Comme l'écrivait Margaret Faas, secrétaire syndicale, en 1907 : « Si un jour les filles et les femmes travaillant si durement aux ménages, les unes pour un salaire ridicule, les autres, les femmes pauvres, mariées uniquement pour leur logement et leur nourriture - eh bien, si un jour ces femmes-là se coalisent, elles constitueront la force la plus terrible contre la bourgeoisie, contre la vieille société. »

Dan Gallin

Article paru dans Pages de gauche N°3 (juillet-août 2002)

Arbeterbladet - Archives de la Bibliothèque du Mouvement Ouvrier Norvégien - 1951



Dan Gallin dans Pages de gauche

- Le « New Labour » et les syndicats : vers la rupture ? N°1 (mai 2002).
- Le syndicalisme féminin, N°3 (juillet-août 2002).
- Le mouvement ouvrier et l'internationalisme syndical, N°7 (décembre 2002).
- Les syndicats suisses et l'internationalisme, N°8 (janvier 2003).
- Le syndicalisme états-unien contre Bush, N°10 (mars 2003).
- Catastrophe ferroviaire au Danemark, N°12 (mai 2003).
- Norvège : un mouvement populaire pour l'État social, N°13 (juin 2003).
- Comment aider le peuple cubain ? N°24 (juin 2004).
- Syndicalisme en Irak : le temps des assassins, N°33 (avril 2005).
- La nouvelle Internationale syndicale est née à Vienne, N°51 (décembre 2006).
- Le syndicalisme en Chine dans son contexte mondial, N°54 (mars 2007).
- Mémoires et luttes actuelles : 25 ans de Solifonds, N°67 (mai 2008).
- Le Printemps de Prague, une mémoire socialiste à entretenir, N°67 (mai 2008).
- Réflexions sur 1989, N°83 (janvier 2009).
- Wikileaks et les syndicats, N°96 (février 2011).
- Jours d'été à Utøya, Site internet (7 septembre 2011).
- Pays-bas, la gauche socialiste en tête, N°110 (avril 2012).
- Europe, la gauche 10%, N°116 (novembre 2012).
- Affaire Hildebrand, le rôle de Blocher, Site internet (31 janvier 2012).
- Venezuela, la fin de l'imposture, N°122 (mai 2013).
- Austérité, deux jours en Grèce, N°124 (juillet-août 2013).
- Hommage, Jeanne-Marie Perrenoud (1914-2013), N°127 (novembre 2013).
- L'Internationale socialiste : un plan B ? N°130 (février 2014).
- Il y a 80 ans, la guerre civile en Autriche, Site interne (6 mars 2014).
- Ukraine, Pour leur liberté et la nôtre, N°133 (mai 2014).
- Comprendre Poutine sans le nommer, Site internet (6 janvier 2016).
- Pologne : Le retour de la Endecja, N°154 (avril 2016).
- Où va le parti socialiste ? Site internet (19 septembre 2016).
- Hongrie 1956, Site internet, (22 octobre 2016).
- Grand entretien : « Il faut maintenir une passion révolutionnaire », N°163 (printemps 2017).
- La sale guerre contre George Soros, Site internet, (30 décembre 2018).

Ces articles sont disponibles à l'adresse du QR Code ci-dessous :



L'héritage de Dan Gallin

HOMMAGE Si l'on voulait résumer l'héritage que Dan Gallin laisse au mouvement ouvrier et syndical, nous mentionnerions deux éléments principaux.

Le premier est la certitude qu'un mouvement de défense des travailleurs-euses, des opprimé-e-s, des exploité-e-s, pour avoir la moindre chance de succès à long terme, doit être démocratique, c'est-à-dire rassembler un nombre aussi important de personnes que possible. Il exérait le sectarisme qui prend prétexte de la pureté idéologique pour se réfugier dans des micro-organisations sans lien avec ce qui se passe dans la société, tout comme il dénonçait sans relâche les tendances autoritaires toujours présentes dans les grandes organisations politiques ou syndicales. C'est avec cette double exigence qu'il a toujours œuvré au sein des associations et collectifs dont il faisait partie.

Le second tient à l'importance d'une réflexion et d'une action à long terme. Il nous

l'avait d'ailleurs confié dans l'entretien que nous avons réalisé avec lui en 2017, lorsqu'il disait que ce qui doit caractériser un-e militant-e de gauche, c'est « la ténacité à long terme ». Il avait d'ailleurs conclu l'entretien sur ces mots qui résonnent fortement aujourd'hui, alors que nous apprenons sa disparition :

« Quand je suis entré dans le mouvement, jeune socialiste, je regardais derrière, par-dessus mon épaule, où il y avait des géants. Des petits géants comme Shachtman, des grands géants comme Trotsky. Puis arrive un certain temps où tu regardes par-dessus ton épaule et il n'y a plus personne, tu es seul. Et donc, sachant ce que tu sais, tu dois écrire, tu dois parler, et transmettre tant que tu as la possibilité de le faire. »

Nous espérons ne pas avoir été complètement infidèles à ces conseils, et pouvoir les faire fructifier pendant encore longtemps !

La rédaction



Penser la politique européenne de la Suisse différemment

Ce n'est ni une lecture facile, ni une lecture rapide. Mais la thèse de Ludovic Iberg publiée en 2024 et éditée cette année permet d'éclaircir certains points structurels de la politique européenne de la Suisse qui n'ont pas complètement disparu de nos jours. Son travail se focalise sur l'influence du patronat helvétique entre le traité de Rome de 57 et la phase embryonnaire de la création de l'EEE en 84. Et alors que le débat européen est trop souvent résumé à une opposition d'intérêts entre la Suisse et la Commission européenne, ces quelques centaines de pages prennent le contre-pied en mettant les dynamiques économiques et sociales au centre de l'analyse.

En 1945, le capital de la Suisse est un des rares à être largement préservé. Le patronat souhaite écouler ses produits dans le monde entier et pousse le gouvernement à signer des traités de libre-échange avantageux. Dans une recherche de stabilité interne, cette frange du capital est prête à quelques entorses au libre-marché. Celles-ci assurent au bloc bourgeois une hégémonie puissante et se retrouvent dans le subventionnement de certains secteurs, ainsi que dans les largesses du contrôle des cartels.

L'hégémonie du bloc bourgeois, elle, se traduit dans l'expression du *Vorort* comme huitième membre du Conseil fédéral, symbolisant la dépendance technique de l'administration vis-à-vis des groupes patronaux. Celle-ci est particulièrement impressionnante dans la politique étrangère. Suivant les avis du *Vorort*, la Suisse préfère rester en dehors de toute union douanière pour continuer à négocier selon les intérêts patronaux nationaux les accords de libre-échange outre-mer. La Suisse parvient aussi à limiter la portée de l'AELE lorsque les pays nordiques mettent en avant le be-

soin d'harmonisation sociale.

Syndicats mis de côté

La théorie marxiste dominante en la matière explique l'intégration européenne par la volonté politique d'éloigner le mouvement ouvrier des instances de pouvoir nationales, et de créer des contraintes externes pour asseoir des politiques impopulaires (compétitivité et libéralisations). Dans la configuration de compromis fordiste, les pays d'Europe occidentale ont saisi cette occasion. La Suisse, elle, n'en avait pas besoin : le mouvement ouvrier n'étant pas intégré dans le bloc dominant et le keynésianisme n'étant pas existant. Mais pour garder une influence sur les politiques développées par la Communauté européenne, le Conseil fédéral se fiera à l'USCI (ancien *Économiesuisse*) qui avait ses entrées à la Commission européenne par la faïtière patronale du continent : l'UNICE.

Ce qui frappe, c'est bien sûr que grâce à cette posture extérieure, la Suisse a pu continuer sa politique impérialiste sans colonies, et garder sa place financière parasitaire ainsi que ses droits sociaux limités (face aux faibles développements européens) sans grande discussion démocratique, qu'elle soit parlementaire ou dans les urnes.

Cette dynamique s'est grippée pour le pire en 1992 lors du dimanche noir. Depuis, la situation s'est largement renversée. Les syndicats ont négocié des mesures d'accompagnement ambitieuses, mais certains volets des accords récemment mis en consultation demeurent inquiétants.

Ces deux prochaines années, l'éternel débat européen repartira de plus belle. À gauche, les discours seront loin d'être homogènes. Il y aura bien entendu les fameux *euro-turbos* qui n'auraient pas grand-chose à redire de tous ces accords, car ils seraient



par essence porteurs de valeurs progressistes : *coopération, paix ou liberté*. À l'opposé, d'autres s'y opposeront catégoriquement en affirmant que le prolétariat serait national tandis que la bourgeoisie, elle, serait internationale (ce sont d'ailleurs les mêmes qui veulent créer un "comité de gauche" en soutien à l'initiative UDC sur la neutralité). Sur ce large spectre, une position on ne peut plus construite tenant compte de la nature du pouvoir suisse et européen pourra être développée, et cette thèse a de quoi sérieusement contribuer à ce débat. Son seul point négatif est que peu de gens la liront.

D'ici les votations sur ces accords, nous osons suggérer à l'auteur de publier une version courte et allégée. Connaître l'histoire de tout cet imbroglio permet en tout cas d'y voir (légalement) plus clair, et de démocratiser des discussions particulièrement techniques.

Bertil Munk

À Lire : Ludovic Iberg, *Le grand patronat suisse et l'Europe (1957-1984) : Le rôle du Vorort face aux organisations patronales européennes*, Alphil, Neuchâtel, 2025.



Arbeiderbladet – Archives de la Bibliothèque du Mouvement Ouvrier Norvégien – 1955

Retour sur l'AG de juin

Pages de gauche a tenu son assemblée générale le 17 juin dernier. Les membres présentes ont discuté de la situation difficile du journal et de son futur. La dissolution du journal n'était pas à l'ordre du jour. Le périodique continue de porter une voix unique dans l'univers médiatique romand et sa rédaction est en cours de renouvellement. Mais pour répondre au problème structurel des finances, l'assemblée a fait le choix d'augmenter le prix de l'abonnement régulier à 69.- et celui de soutien à 170.-. L'abonnement réduit reste inchangé et reste à 49.-. Cette augmentation est la première depuis le passage à la nouvelle formule en 2017 et réagit aux indexations salariales ainsi qu'à la hausse des coûts d'impression. Pour qu'il reste pérenne, le journal doit également élargir son lectorat.

P.P.
CH-1002 Lausanne

POSTE CH SA

Fédéralisme : la droite maîtrise l'art du pipeau

Le bloc bourgeois aime idéaliser le fédéralisme helvétique. Avec une grande hypocrisie, il s'en revendique régulièrement grand protecteur. Mobilisé à l'époque pour ralentir la progression du droit de vote des femmes, ce principe sert aujourd'hui de pierre angulaire à la concurrence fiscale, ou de veto (par la majorité des cantons) aux initiatives un brin progressistes.

En revanche, ce principe semble devenir caduc dès le moment où il n'avantagerait plus uniquement les politiques des quelques cantons montagneux. Tel a été le cas ces dernières semaines par deux cas d'école hallucinants.

Il fallait oser vouloir faire primer les CCT sur les salaires minimaux cantonaux (Genève, Neuchâtel ou Bâle-Ville). Mais notre droite helvétique n'a pas

froid aux yeux... ou du moins elle se sent tellement surpuissante qu'elle n'a aucun remord à revenir sur des décisions populaires et sur les compétences cantonales en matière de politique sociale.

Cette attitude se répète lorsqu'Albert Rösti annonce qu'il compte annuler (par ordonnance !) les limitations de vitesse de 30 km/h décidées aux échelons communaux : les partis bourgeois et leurs lobbys automobilistes se voient comme des cow-boys prêts à rouler à toute vitesse sur les bastions urbains de gauche.

Heureusement, la «Conférence nationale sur le fédéralisme» qui a lieu tous les quatre ans se tient du 13 au 14 novembre prochain. Serait-ce l'occasion de remettre toute cette pagaille à plat et de repartir sur de nouvelles bases ?

D'autant plus que le titre de cette édition est prometteur : «Pression centralisatrice – quel avenir pour le fédéralisme ?».

Mais le lieu choisi donne une tout autre connotation à l'événement. Ce sera au Casino Théâtre de Zoug. Une nouvelle occasion de défendre un fédéralisme à sens unique seulement utile à organiser la faiblesse de l'État face au pouvoir économique. Les nouvelles thèses libertariennes critiquant l'État centralisateur trop onéreux n'auront d'ailleurs aucune peine à se dissoudre dans ce fédéralisme conservateur en avançant que les modèles politiques (prédateurs) de Zoug ou de Schwytz méritent d'être reproduits dans le monde entier.

La rédaction